

21, 22, 23 décembre 1981

Constitution de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Les 21, 22 et 23 décembre 1981, une réunion internationale s'est tenue.

La réunion internationale a constaté que, malgré les invitations lûment expédiées, Nahuel Moreno s'est une nouvelle fois dérobé à a discussion.

La réunion internationale a mis à son ordre du jour les questions suivantes :

- 1.- La scission de « IV^e Internationale (Comité international) » et les mesures à prendre pour poursuivre le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale ;
- 2.- La révolution politique en Pologne ;
- 3.- La question du front unique anti-impérialiste ;
- 4.- La situation et les tâches des trotskystes au Brésil.

Sur le premier point, sur la base du rapport présenté par le camarade Luis Favre, la résolution suivante a été adoptée :

« 1.- Comme toute scission, la scission organisée par Nahuel Moreno ouvre tout à la fois un affaiblissement certain des forces ayant constitué "IV^e Internationale (Comité international)" et une situation permettant, dans les reclassements politiques en cours, la clarification sur les problèmes vitaux de la révolution mondiale, inséparable du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

2.- La scission organisée par Nahuel Moreno a pour ce dernier comme cause fondamentale une prétendue capitulation de l'OCI (u) devant le gouvernement de front populaire. Il ressort clairement que cette cause est apparue rapidement comme un prétexte : l'OCI (u) dans ses résolutions, son activité et les réponses, a démontré le contenu fallacieux et falsificateur des textes et de la "politique" proposée par N. Moreno.

3.- Les faits démontrent qu'il s'agit d'autre chose. Pour ne prendre qu'un exemple, au Brésil, alors qu'en juillet 1981 un pas en avant était effectué dans la voie de la construction d'une section unifiée de "IV^e Internationale (Comité international)" — une section forte de 2 000 militants —, qu'avons-nous vu ?

Sous l'impulsion de N. Moreno, les quelque 800 militants de Convergence socialiste ont été contraints d'abandonner toute l'élaboration sur l'intervention politique dans la lutte des classes au Brésil. Depuis 4 mois, la seule activité imposée par N. Moreno est la discussion sur la politique de l'OCI (u). Certes, nous considérons que la discussion sur la politique de la plus importante organisation se réclamant du trotskysme dans le monde est non seulement nécessaire, elle est indispensable. Mais la volonté d'y réduire toute l'activité de Convergence socialiste n'a visé qu'à disloquer, à démoraliser les militants de Convergence socialiste qui, par ailleurs, constatent que leur direction, avant même de rédiger un texte exprimant une position politique indépendante sur le front populaire, se permettait de prendre position, caractérisant la politique de l'OCI

(u) comme révisionniste. Prenant ainsi ce prétexte sur injonction de Moreno pour rompre le processus d'unification. Il en est de même pour tous les autres groupes et sections se réclamant de l'ex-Fraction bolchevique qui montrent que, dans toute une série de ces organisations, N. Moreno démet, nomme, de sa propre autorité, les directions régulièrement élues, sans même que ces organisations aient la possibilité de convoquer leur congrès.

En réalité, par ces pratiques, N. Moreno s'efforce de briser le cours pris par les militants de l'ex-Fraction bolchevique qui les conduisait à se fonder dans "IV^e Internationale (Comité international)", ce qui lui est devenu intolérable.

4.- Ces pratiques politiques de Moreno et d'autres étaient bien entendu connues. Mais, fidèles à la méthode du marxisme, alors que les militants de l'ex-Fraction bolchevique, par l'expulsion organisée par le Secrétariat unifié (SU), étaient menacés comme militants trotskystes, le Comité paritaire et "IV^e Internationale (Comité international)" allaient leur offrir le cadre dans lequel ils pouvaient assimiler que trotskysme et révisionnisme sont incompatibles. C'est pourquoi nous avons estimé que les bases de principes de constitution du Comité paritaire et de "IV^e Internationale (Comité international)" permettaient d'opérer les redressements nécessaires.

C'est un fait, tous les textes, tous les documents adoptés par ces instances attestent du caractère principal de l'activité de "IV^e Internationale (Comité international)".

En s'opposant à la mise en place de la discussion politique et théorique sérieuse dans les instances et dans les groupes et sections ayant constitué "IV^e Internationale (Comité international)", cela pour briser et scissionner "IV^e Internationale (Comité international)", Nahuel Moreno démontre son impuissance à se placer sur une base de principes.

Il ne se passera pas un long délai pour que les événements réalisent le contenu réel, sans principes, de la politique que va suivre N. Moreno.



5.- Pour notre part, nous disons qu'il est inévitable, dans le cadre de la crise de dislocation de la IV^e Internationale initiée par le pablisme, que, sur la base du combat théorique, politique et pratique, les événements montrent, et ils vont montrer dans la pratique, où et comment se situe la fidélité au marxisme ; sur cette base, il est inévitable que s'effectuent, et elles s'effectueront, les déchantements et les sélections.

6.- La réunion internationale réunie les 21, 22 et 23 décembre 1981 estime que les forces se réclamant de la reconstruction de la IV^e Internationale abordent une nouvelle situation où les possibilités les plus grandes sont ouvertes pour la progression de la IV^e Internationale et de ses organisations, cela en raison même du tournant mondial de la situation politique, marqué en particulier par la marche de la révolution politique en Pologne.

C'est précisément cette nouvelle situation qui permettra que soit assimilée cette expérience nouvelle extrêmement riche qu'a constituée la bataille théorique, politique et pratique qui a présidé à la constitution et à l'activité de la "IV^e Internationale (Comité international)".

D'ores et déjà, nous représentons les organisations et groupes combattant dans les pays suivants : Canada, Angleterre, Allemagne, Suisse, Espagne, Portugal, Brésil, Pérou, Grèce, Mexique, France, Belgique, Algérie, Sénégal, Irlande, Pologne, URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Danemark, Autriche, Maroc, Tunisie, Palestine, Suède, Chypre, Chili, Antilles.

7.- En conséquence, les partis, organisations et groupes soussignés considèrent que la convocation d'une Conférence mondiale des organisations ayant constitué "IV^e Internationale (Comité international)" est d'une nécessité urgente.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie ne cesse de s'approfondir au moment où la révolution prolétarienne mondiale connaît de nouveaux développements.

La révolution politique en Pologne exprime avec force un processus mondial, celui du regroupement du prolétariat sur un nouvel axe. Les éléments les plus conscients du prolétariat polonais, tous ceux qui sont engagés à ses côtés contre la bureaucratie et l'impérialisme, combattant pour la victoire de la révolution socialiste mondiale, montrent les contours de la véritable Internationale révolutionnaire.

La reconstruction de la IV^e Internationale est donc une nécessité pour donner une réponse à la crise de direction du prolétariat, au moment où les éléments s'accumulent au sein des masses pour surmonter positivement cette crise.

Nous faisons donc notre l'appel à la réalisation d'une Conférence mondiale des organisations ayant constitué "IV^e Internationale (Comité international)".

La nécessité de réunir une Conférence mondiale s'impose, comme le dit la lettre d'invitation, "en raison du fait que, pour surmonter les effets de la crise de dispersion initiée par le pablisme liquidateur en 1950-1953, la constitution de IV^e Internationale (Comité international) a dessiné les contours de ce que devrait être la IV^e Internationale reconstruite et reconstituée, fonctionnant sur les principes du centralisme démocratique".

La possibilité de surmonter la crise de dispersion et de dislocation est donnée parce que, sur la base du mouvement ascendant de la révolution mondiale tel qu'il a été analysé par les Thèses adoptées par la Conférence mondiale ayant constitué IV^e Internationale (Comité international), les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier se sont engagés dans un processus de crise générale marqué par des crises successives en relation avec la politique stalinienne et social-démocrate de subordination à l'impérialisme et à la bureaucratie stalinienne en crise."

8.- L'action menée par toutes nos organisations en défense de la révolution polonaise rend encore plus urgente la nécessité d'une liaison permanente de toutes les organisations qui se placent sur une plateforme commune, de même que la préparation de la Conférence mondiale exige une organisation internationale, organe commun de la lutte, qui se fixe pour but la reconstruction de la IV^e Internationale.

Considérant ce qui vient d'être dit, nous décidons de constituer IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), sur la base du programme de la IV^e Internationale, les Thèses et documents adoptés par la Conférence mondiale constitutive de "IV^e Internationale

(Comité international)", les documents adoptés par le Comité paritaire et la "IV^e Internationale (Comité international)".

9.- IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) poursuivra le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans la continuité du combat pour la défense du trotskysme, contre le révisionnisme, contre le pablisme (1950-1953) et la constitution du Comité international de la IV^e Internationale (1953), combat qui s'est poursuivi contre la réunification sans principes de 1963 pour aboutir à la constitution du Comité paritaire et de "IV^e Internationale (Comité international)" consigné dans des acquis. Une nouvelle étape s'ouvre avec la constitution de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction). Toute la situation mondiale, la montée internationale du prolétariat engagé dans des actions révolutionnaires d'une ampleur historique, particulièrement en Pologne, introduisent des éléments des plus importants de crise dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier mondial (stalinienne et social-démocrate). IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) poursuivra son activité théorique, politique et pratique sur la base du Programme de transition : IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), dans la continuité du combat engagé depuis 1953, s'adressera à toutes les tendances et courants qui se dégagent du stalinisme et de la social-démocratie pour les inviter dans le cadre des principes de la démocratie ouvrière à œuvrer pour la construction de la véritable Internationale ouvrière ; IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) proposera à la Conférence mondiale des organisations ayant constitué "IV^e Internationale (Comité international)" la tenue d'une réunion internationale ouverte à tous les courants et tendances en rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, pour que soient discutées les bases de la construction d'une véritable Internationale révolutionnaire. Pour sa part, IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) participera à cette réunion internationale ouverte, sur la base de son programme.

10.- Nous décidons de publier, une fois par mois, le journal des combattants pour la IV^e Internationale, qui portera comme nom *Tribune internationale-La Vérité*, organisateur collectif de la reconstruction de la IV^e Internationale.

11.- Les normes statutaires de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) sont celles adoptées par la Conférence mondiale de décembre 1980, avec comme seule modification le nombre des membres des organes élus jusqu'à la Conférence mondiale de juillet 1982. »

En défense de la révolution polonaise !

Déclaration des organisations trotskystes combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale réunies à Paris les 21, 22, 23 décembre 1981 à l'initiative de l'OCI unifiée

La réunion internationale des 21, 22 et 23 décembre a adopté l'ordre du jour de la Conférence mondiale de juillet 1982 :

- 1.- La révolution mondiale et la IV^e Internationale Rapporteur : Pierre Lambert
- 2.- La marche de la révolution politique en Pologne, en URSS et dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée ... Rapporteur : Stéphane Just
- 3.- France : le front populaire ... Rapporteur : Gilberto Avelino
- 4.- Le front unique anti-impérialiste et le front unique ouvrier Rapporteur : Jorge Villaran
- 5.- Appel de la Conférence mondiale de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) aux exploités et opprimés de tous les pays Rapporteur : Raul Gomez

Sur le point 2, concernant la Pologne, la déclaration suivante a été adoptée :

« Le 13 décembre, le général Jaruzelski, à la tête d'un "conseil militaire de salut national", a, sur ordre du Kremlin, décrété l'"état de guerre" en Pologne.

Guerre à la classe ouvrière, à la jeunesse, au peuple polonais.

Guerre à leurs organisations, *Solidarité*, le *NZS*, *Solidarité* paysanne. Il a interdit les organisations du peuple polonais, fait occuper et piller leurs sièges. Il a interdit le droit de grève sous peine de prison et même de mort.

A ce jour, on compte plus de 40 000 arrestations, de nombreux morts et blessés. Le "conseil militaire de salut national" mène une guerre sans merci au peuple travailleur opprimé et exploité de Pologne.

Le général Jaruzelski mène une guerre contre le peuple polonais pour défendre la bureaucratie parasitaire contre-révolutionnaire de Pologne, pour défendre toutes les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires de l'est de l'Europe, dont celle du Kremlin. Il a préparé et mené cette guerre aux ordres de la bureaucratie du Kremlin et avec son aide active. Il mène cette guerre couvert par les gouvernements capitalistes, les organisations politiques de la bourgeoisie, par le Vatican, l'appareil international du Kremlin ; engageant l'Internationale socialiste, Willy Brandt a pris la décision de couvrir également la guerre contre le peuple polonais que mène le général Jaruzelski : Willy Brandt se situe ainsi dans la ligne des Scheidemann et des Noske qui ont assassiné la révolutionnaire polonaise Rosa Luxemburg. Tous déclarent : "Il s'agit d'une affaire intérieure à la Pologne", "il faut aboutir à une solution pacifique", "il faut éviter la guerre civile".

La classe ouvrière, la jeunesse, le peuple de Pologne, malgré les arrestations, la répression, les blessés et les morts, se sont dressés unanimes contre le coup de force, contre Jaruzelski et son "conseil militaire".

Dès le 13 décembre, les appels à la grève générale émanant des entreprises, des usines, des organismes de *Solidarité* se sont multipliés. Dès le 14 décembre, la grève générale s'étendait à l'ensemble de la Pologne.

La milice a frappé. Elle a occupé des entreprises. Elle a emprisonné. Elle a tiré sur les travailleurs. Elle a blessé. Elle a tué.

Dix jours après le coup de force, non seulement la grève générale n'est pas brisée, non seulement la classe ouvrière, la jeunesse, le peu-

ple polonais poursuivent leur combat, mais encore les agences de presse annoncent :

« LONDRES - 22 décembre (AFP) : Plus de 200 personnes ont été tuées en Pologne depuis la loi martiale, et le général Jaruzelski, "n'a plus le contrôle total" de la situation, a affirmé mardi la BBC, citant des informations dignes de foi parvenues à Londres (...).

Ces informations, a poursuivi la radio britannique dans son bulletin de 8 heures GMT, soulignent notamment que "les unités spéciales de sécurité ont relégué l'armée au second plan et que le leader polonais, le général Jaruzelski, n'a plus le contrôle total" de la situation.

La BBC, citant toujours des informations "dignes de foi" parvenues à Londres, a encore indiqué "qu'une forte résistance aux autorités se manifestait en Silésie et dans le port de Gdansk", notamment.

"La situation serait également préoccupante à Radom, ville qui est isolée depuis la prise du pouvoir par les militaires", a poursuivi la BBC. Elle a ajouté que "8 000 personnes se seraient barricadées à l'intérieur de l'usine sidérurgique de Katowice". »

Non, il ne s'agit pas d'une "affaire intérieure polonaise". Il s'agit des libertés démocratiques élémentaires, du droit d'organisation, de revendication, de la liberté de la presse, de la liberté de circuler, de la liberté de se réunir de tout un peuple. Il s'agit des droits nationaux du peuple polonais. Jaruzelski et son "conseil militaire" ont décrété l'Etat de guerre contre la classe ouvrière, la jeunesse, le peuple polonais pour défendre le monopole du pouvoir politique de la bureaucratie polonaise, de son parti, le POUP, pour maintenir la subordination de la Pologne à la bureaucratie du Kremlin. Ils ont décrété l'Etat de guerre pour imposer au peuple travailleur de Pologne les lourdes conséquences de la faillite de la gestion de l'économie planifiée par la bureaucratie parasitaire, en décrétant la baisse du pouvoir d'achat, la journée de 10 heures, la suppression du droit au repos les samedis et dimanches.

Les organisations combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale soutiennent inconditionnellement et appellent au soutien inconditionnel de la classe ouvrière, de la jeunesse, du peuple polonais, de ses organisations et de tous leurs militants, qui combattent pour leurs droits élémentaires et fondamentaux.

Elles appellent la classe ouvrière, la jeunesse, le peuple travailleur de



Varsovie, le 13 décembre : dès l'annonce de l'état de guerre, travailleurs et jeunes se rassemblent devant le siège de *Solidarność*.

chaque pays, les organisations ouvrières et démocratiques à exiger :

- la libération de tous les emprisonnés : Walesa, Anna Walentynowicz, Sliwinski, Kuron, du professeur Lipinski, de Baluka et de tous les autres arrêtés, emprisonnés, internés.
- le rétablissement des droits légaux de *Solidarité*, du *NZS*, de *Solidarité* paysanne et de toutes les organisations syndicales et politiques que le peuple polonais reconnaît comme siennes, la restitution de leurs biens, de leurs sièges, de leur presse.
- la fin de l'interdiction des grèves et des manifestations.
- la levée de l'état de guerre.
- la liquidation du "conseil militaire".

Le POUP, la bureaucratie polonaise, la milice, en coopération avec la bureaucratie du Kremlin, ont préparé de longue date, sous la direction de Jaruzelski, le coup de force, la guerre ouverte à la classe ouvrière, à la jeunesse, au peuple polonais.

Ils l'ont déclenchée lorsque le POUP se décomposait totalement, lorsque la direction de *Solidarité*, face aux menaces de supprimer le droit de grève, à l'extension de la répression, répondant aux aspirations des masses, a décidé l'état de préparation à la grève générale, l'organisation d'un référendum sur les problèmes du pouvoir, une puissante manifestation de masse à Varsovie pour commémorer l'anniversaire des fusillades du 17 décembre 1970 par la milice contre les ouvriers des chantiers navals de la Baltique en grève. Ces mots d'ordre correspondaient aux aspirations de

tout un peuple qui ne veut plus subir d'oppression politique, qui ne veut pas être la victime de la faillite de la gestion par la bureaucratie de l'économie planifiée. La bureaucratie du Kremlin comme la bureaucratie polonaise ont compris que le pouvoir bureaucratique allait s'effondrer. Elles ont décidé la guerre au peuple polonais.

Après neuf jours de guerre ouverte contre la classe ouvrière, contre la jeunesse, contre le peuple polonais, Jaruzelski et son "conseil militaire" se révèlent impuissants à les briser et à les écraser. Au contraire, la tendance à ce que l'armée se décompose, passe du côté du peuple, s'affirme. La phalange prétorienne qu'est la milice est elle-même menacée de décomposition. Jaruzelski et son "conseil militaire" ne maîtrisent pas la Pologne, sa classe ouvrière, sa jeunesse, son peuple.

Mais dès lors, la bureaucratie du Kremlin qui a structuré, organisé le coup de force, dont les troupes participent déjà à la répression, se prépare à faire intervenir massivement son armée pour noyer dans le sang la révolution en cours en Pologne. Elle est prête à renouveler la répression implacable qu'elle a réalisée contre les travailleurs de l'Allemagne de l'Est en juin 1953, contre la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, elle est prête à renouveler son intervention d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Elle est prête à faire couler autant de sang qu'il lui semblera nécessaire pour assassiner la révolution polonaise.

Elle est prête à commettre ce crime parce que la classe ouvrière, la jeunesse, le peuple polonais ont renoué avec leur glorieuse tradition : celle du mouvement révolutionnaire de 1956, de la grève géné-

rale des ouvriers des chantiers navals de la Baltique de décembre 1970 et de janvier 1971, de la grève des travailleurs d'Ursus et de Radom en juin 1976, que déjà la bureaucratie polonaise avait écrasés dans le sang. Elle est prête à commettre ce crime parce que le mouvement révolutionnaire qui a commencé par la grève généralisée de juillet-août 1980 lève le drapeau de la révolution politique contre la bureaucratie, qui est le drapeau de la révolution prolétarienne, le drapeau de la révolution socialiste, parce que les forces qui combattent pour le socialisme ce sont les ouvriers, la jeunesse, le peuple polonais, parce que la bureaucratie c'est la réaction.

Les organisations qui combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale affirment :

La bureaucratie du Kremlin, son armée interviennent déjà en Pologne pour soutenir leur général et leur "conseil militaire" fantoches prêts à s'effondrer. Elle se prépare à intervenir massivement en Pologne pour noyer dans le sang le peuple polonais.

Il faut se dresser contre cette intervention. Il faut exiger le retrait des troupes du Kremlin de Pologne.

C'est pourquoi elles appellent à organiser dans tous les pays des manifestations devant les ambassades d'URSS pour exiger :

- Bas les pattes devant la classe ouvrière, la jeunesse, le peuple de Pologne ! Vive leur mouvement révolutionnaire ! Vive le socialisme !
- Retrait de toutes les troupes du Kremlin et du pacte de Varsovie stationnées en Pologne ! »

La réunion internationale a approuvé la résolution suivante :

« Ricardo Napuri a démissionné du POMR.

Sa démission est utilisée pour tenter de détruire le POMR, calomnier ses dirigeants et tenter de frapper la IV^e Internationale. Ricardo Napuri, en abandonnant le POMR, déserte le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, combat inséparable de la construction du parti révolutionnaire au Pérou dans les rangs du POMR. Le POMR, qui est intervenu en étroite liaison avec les instances de la IV^e Internationale et à différentes étapes d'une ampleur sans précédent dans la lutte des classes au Pérou (FOCEP, combat pour la Constituante, combat pour les Assemblées populaires), qui a ouvert la voie à l'unité du front des masses exploitées et opprimées, constate que Ricardo Napuri abandonne ce combat que le POMR assume.

Son dernier acte politique en tant que membre du POMR a été de condamner la scission perpétrée par Moreno contre la IV^e Internationale (Comité international), de soutenir la convocation du conseil général pour le 21 novembre et de réaffirmer qu'il considère l'OCI comme une organisation trotskyste.

Deux jours plus tard, Napuri démissionnait du POMR. Quelques jours plus tard, il affirmait devant la presse :

« Napuri a signalé la crise de l'organisme international d'unification de deux fractions trotskystes comme étant la véritable cause de son départ du POMR. Selon ses déclarations, le Comité international de la IV^e Internationale a éclaté au moment où la section française s'est embarquée dans le soutien au gouvernement de front populaire de Mitterrand. » (Journal La République, 16 décembre 1981).

Apparemment, Ricardo Napuri, après avoir démissionné du POMR, se solidarise avec Nahuel Moreno dans ses attaques contre l'OCI ; se solidarise-t-il aussi avec ses calomnies ?

Partagera-t-il avec la direction du PST péruvien l'affirmation que « l'OCI est une agence directe de la social-démocratie » ?

Affirmera-t-il comme Moreno que « Pierre Lambert est la courroie de transmission du social-patriotisme dans les rangs de l'organisation » ?

Répétera-t-il avec Moreno que les militants de l'OCI « dans le mouvement étudiant sont les social-patriotes agents de Mitterrand-Mauroy-Savary » ?

Calomnierait-il le camarade Cannon et les dirigeants du SWP des années 1936-1937 en comparant leurs positions à celles de Staline comme le fait Moreno dans sa lettre au comité central du POSI (page 28) ?

Peu importe si Napuri s'associe à Moreno pour calomnier, mentir, falsifier et dénigrer les combattants de la IV^e Internationale, cela ne cachera pas les véritables causes de la démission de Napuri.

Les raisons de la démission de Napuri

Le 5 septembre 1981, le comité central du POMR adoptait à l'unanimité, avec le vote de Napuri lui-même, la résolution suivante :

« 4.- 100 % du salaire parlementaire doit être versé aux finances du parti. La signification de cette norme est très simple : le salaire perçu par nos parlementaires appartient au patrimoine du parti. C'est le parti qui reçoit l'intégralité du salaire et c'est le parti qui décide l'utilisation de ce revenu, comme pour toutes les autres sortes de revenus. Durant la période de l'Assemblée constituante, c'est ainsi que nous avons procédé avec nos trois

camarades députés ; c'est ainsi qu'il nous faut procéder maintenant avec notre camarade sénateur. Cela veut dire que la caisse centrale mettra en place un dispositif pour recevoir et changer le chèque qu'émet une fois par mois la Trésorerie du Sénat. C'est la caisse qui est chargée de payer son salaire au camarade parlementaire. En d'autres termes, le camarade parlementaire qui intervient dans le Parlement est un permanent de l'organisation, et il s'en tient au régime des autres camarades permanents. Le principe sur lequel se base cette décision est simple : c'est le comité central du parti qui contrôle et qui dirige toute l'activité des camarades parlementaires. » (Pour un budget équilibré du parti, résolution du III^e comité central, 5 septembre 1981).

En adoptant cette résolution, le comité central du POMR réaffirmait les normes établies par la III^e Internationale de Lénine et de Trotsky, adoptées lors de son II^e Congrès, dans la résolution intitulée : *Le parti communiste et le parlementarisme*.

Le 15 novembre, le comité central du POMR avait constaté que « le camarade parlementaire non seulement n'avait pas appliqué l'accord, mais que le camarade s'était refusé à l'appliquer. Le comité central ayant utilisé ses droits, a procédé, en accord avec l'article 36 de nos statuts, au rappel à l'ordre du camarade. »

Le lendemain, Napuri démissionnait du parti. Il considérait, comme il l'a affirmé à plusieurs reprises, qu'en tant que sénateur, il était fonctionnaire de l'Etat et non pas permanent du POMR.

Comme on le voit, la démission de Ricardo Napuri exprime sa capitulation devant la pression de la bourgeoisie et la tentative systématique à laquelle se livre celle-ci pour corrompre, par le biais de son Parlement, les représentants de la classe ouvrière. C'est pour cela que la III^e Internationale stipulait : « Tout candidat présenté dans la liste communiste signera un engagement officiel à renoncer à son mandat à la première exigence du comité central. »

A juste titre, le bureau politique du POMR, après avoir pris connaissance de la démission de Napuri, adoptait le communiqué suivant :

Communiqué du bureau politique du POMR sur la démission de Ricardo Napuri du parti

« Ricardo Napuri a démissionné du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) le 16 novembre.

Ainsi, Ricardo Napuri a abandonné le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et donc pour le parti trotskyste du prolétariat péruvien nécessaire à la victoire de la révolution socialiste.

Indiscutablement, quels que soient les motifs personnels qui ont amené Napuri à prendre cette décision, il s'agit d'une véritable capitulation d'ampleur historique, d'une trahison. La direction du POMR condamne la capitulation de celui qui a été secrétaire général du parti pendant 10 années consécutives.

Napuri a capitulé face à la pression de la bourgeoisie, et, plus crûment, du gouvernement antidémocratique et antiouvrier de Belaunde Terry et son Parlement bâtard. Les formes prises par cette pression de la classe ennemie s'expriment dans sa croissante hostilité envers le combat du POMR pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Ce n'est pas un hasard si Napuri a fait cause commune avec Nahuel Moreno dans l'offensive scissionniste et liquidatrice contre la « IV^e Internationale (Comité international) », à laquelle s'est lamentablement soumise la direction du PST (P).

Cette même pression du parlementarisme bourgeois s'est traduite par le refus permanent de Napuri à se soumettre à la discipline politique du comité central du POMR dans son activité en tant que représentant du parti au Parlement. Le comité central du POMR a mené une bataille de principes pour que Napuri accepte que « son » salaire de parlementaire revienne intégralement au parti, et pour que ce soit le parti qui le paye comme son fonctionnaire. Pour le comité central du POMR, c'est une position irréfutable, basée sur toute la tradition révolutionnaire du bolchevisme et de la IV^e Internationale.

Le POMR est un parti ouvrier. Il se justifie en tant qu'organisation révolutionnaire parce que, dès sa fondation, il a pris en charge le combat pour les enseignements de Lénine et de Trotsky dans la lutte

pour construire le parti de la révolution socialiste. Le POMR n'accepte pas de « statuts » spéciaux ni de privilèges dans ses rangs. Pour remplir sa mission aux côtés de la classe ouvrière, il ne peut exister dans notre parti des éléments qui menacent de le corrompre sous la pression matérielle de l'Etat bourgeois, en particulier du Parlement. Napuri a exprimé dans le POMR cette pression matérielle de l'appareil de la bourgeoisie. Napuri a présenté sa démission du POMR comme étant « irrévocable ».

Pour notre part, le combat que nous avons entrepris depuis 10 ans pour la révolution et la dictature du prolétariat comme reconstructions de la IV^e Internationale est tout aussi irrévocable. Le POMR poursuit ce combat aux côtés de sa classe, la classe ouvrière. La désertion traître de Ricardo Napuri est un épisode de ce combat. En tirant les leçons de cette désertion, le POMR poursuivra son activité révolutionnaire trotskyste. Le IV^e Congrès du parti — déjà convoqué par le comité central — sera une étape d'importance majeure dans cette activité qui se poursuit. »

Lima, le 4 décembre 1981

Pour le bureau politique du POMR,
Jorge Villaran

Les organisations signataires soutiennent pleinement la position de principe assumée par le POMR, soutiennent de toutes leurs forces le combat qu'il mène pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction du parti révolutionnaire au Pérou, et sont convaincues que les militants du POMR sauront surmonter la situation créée par la

désertion de Napuri et faire face à la campagne de calomnies dont ils sont l'objet.

Les militants de la IV^e Internationale, les militants ouvriers fidèles aux intérêts de leur classe sont aux côtés du POMR. »

Brésil : Organisation socialiste internationaliste (OSI) ; Pérou : Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) ; Antilles : Groupe trotskyste antillais (GTA) ; Mexique : Ligue ouvrière marxiste (LOM) ; Canada : Groupe socialiste des travailleurs (GST) ; Maroc : Groupe trotskyste marocain (GTM) ; Algérie : Organisation socialiste des travailleurs (OST) ; Tunisie : Groupe trotskyste tunisien (GTT) ; Sénégal : Ligue communiste des travailleurs (LCT) ; Danemark : Groupe communiste internationaliste (IKG) ; Angleterre : Socialist Labour Group (SLG) ; Irlande : League for a Workers' Republic (LWR) ; Pologne : Groupe Quatrième Internationale (GQI) ; Espagne : Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) ; Portugal : Parti ouvrier unifié socialiste (POUS) ; France : Organisation communiste internationaliste (OCI unifiée) ; Suisse : Groupe trotskyste suisse (GTS) ; Autriche : Manifest ; Belgique : Organisation socialiste internationaliste (OSI) ; Suède : des militants trotskystes ; Chili : des militants trotskystes ; Allemagne : Internationalen Sozialistischen Arbeiterorganisation (ISA) ; Palestine : Groupe des prolétaires palestiniens (GPP) ; Chypre : Groupe trotskyste chypriote (GTCh) ; Tchécoslovaquie : des militants trotskystes ; URSS : des militants trotskystes ; Hongrie : des militants trotskystes ; Grèce : Politique ouvrière (PO).

La réunion internationale a désigné un Secrétariat international provisoire chargé de centraliser l'activité de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) et de préparer la Conférence mondiale de juillet 1982.

La réunion internationale a décidé :

-La publication d'un organe mensuel *Tribune internationale-La Vérité*, dont le premier numéro paraîtra le 28 janvier 1982.



Un débat sur le front unique anti-impérialiste

La réunion internationale des 21, 22 et 23 décembre 1981 a largement discuté sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la tactique du front unique anti-impérialiste. La conférence de juillet 1982 consacrera d'ailleurs un des points de son ordre du jour à cette question.

Nous reproduisons dans cette page plusieurs textes, interventions et documents, afin de permettre que s'engage la plus large discussion dans la préparation de la conférence mondiale.

Dans les prochains numéros de *Tribune internationale-La Vérité*, nous poursuivrons la publication d'articles sur ce thème, ainsi que sur les autres questions dont « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » a prévu de débattre lors de la conférence internationale de juillet 1982.

Rapport du camarade Hernan Cuentas

Le document que vous avez entre les mains, *Le combat du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution*, occupe une place très particulière dans la vie de l'ensemble de notre organisation. En réalité, comme vous vous le rappelez, la direction du POMR, à partir d'un texte erroné au sujet du front unique anti-impérialiste et de ses rapports avec le front unique ouvrier, a objectivement fait éclater les possibilités de la fusion avec le PST au Pérou, tel que l'avait décidée le Conseil général.

Ce texte, intitulé *Au comité de liaison*, et dont nous avons plus tard considéré qu'il n'exprimait pas le combat réel du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, n'a cependant pas manqué de créer une situation de dispersion théorique au sein même de notre direction, dispersion que Moreno, dans son offensive scissionniste de « IV^e Internationale (Comité international) », a utilisée pour aller plus loin, pour frapper l'organisation trotskyste au Pérou, notre parti, et, par là même, tenter de frapper la direction de « IV^e Internationale (Comité international) », c'est-à-dire le Conseil général, le Comité exécutif international. C'est pourquoi la place qu'occupe ce texte dans la vie de notre organisation est d'une importance considérable, et, soit dit en passant, il est considéré comme l'un des textes les plus importants dans la préparation de notre prochain congrès.

Trois questions centrales

Dans ce cadre, l'objectif premier du texte n'est autre que la pleine revendication de ce que nous tous, de façon commune, avons approuvé dans la thèse XXIII de nos *Thèses programmatiques*, lors de la Conférence mondiale, intégrant la contribution, qui nous semble fondamentale, des camarades Favre, Lambert, Moreno, et qui précise les rapports entre le combat pour le front unique anti-impérialiste et le combat pour le front unique ouvrier (*le texte des camarades Favre, Lambert, Moreno sera publié dans notre prochain numéro - NDLR*).

Mais, en réalité, Moreno a voulu aller plus loin dans son offensive, en remettant en cause, les fondements mêmes de l'ensemble de notre bataille pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution dans les pays arriérés, en expliquant, dans une réunion qu'il avait eue avec notre bureau politique à la fin du mois de septembre, trois questions centrales : premièrement, que Léon Trotsky avait pris à son compte la théorie de la révolution par étapes durant toute la période allant de 1918 à 1927, et par là même, il remettait en question la valeur théorique, sur le terrain des principes, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Mais ce n'était pas tout. En deuxième lieu, il est allé plus loin,

en affirmant qu'en réalité, il n'existait dans les pays arriérés aucun combat pour la réalisation du front unique anti-impérialiste, que la lutte pour l'affirmation de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution passait exclusivement par le front unique ouvrier.

Et, en troisième lieu, tirant de tout cela une conclusion erronée selon notre point de vue, il a expliqué que la situation actuelle du POMR avait perdu un poids spécifique dans les rapports politiques entre les classes au Pérou, et était le résultat du fait que, par le passé, nous avions combattu pour le front unique anti-impérialiste et que, de cette manière, nous avions, selon Moreno, contribué à diluer la force du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire, de l'intervention des trotskystes. Les camarades comprendront que, s'il est bien certain que, sous d'autres formes, cette discussion doit être menée aujourd'hui avec Moreno, il s'agit d'une discussion fondamentale pour nous.

Au centre de toutes les attaques de Moreno contre la politique que nous avons mise en œuvre tout au long de ces dernières années au Pérou, a résidé l'attaque de Moreno envers l'intervention orale qu'a faite le camarade Favre lors du dernier Conseil général, caractérisant cette intervention comme étant une intervention révisionniste et expliquant par là même que, dans la réalité, la politique du POMR n'a pas été autre chose que l'application de ce « révisionnisme » que Moreno, une fois de plus, attribuait à toute la direction de l'OCI et à toute la tradition du CORQI dans le passé.

Le point de départ

Et c'est à cette discussion que nous voulons tous vous convier, afin de pouvoir, comme produit d'une élaboration collective, à partir de ce que dans le passé nous avons réalisé, préciser notre position sur le front unique anti-impérialiste, le front unique ouvrier et le combat pour l'hégémonie du prolétariat dans les pays arriérés.

En conséquence, une fois de plus, d'où partons-nous ? Pour nous, le point de départ réside dans le fait que, dans les pays arriérés, capitalistes arriérés, les tâches de la révolution démocratique bourgeoise n'ont pas été accomplies. En tant que trotskystes, nous savons que ces tâches, à l'époque de l'impérialisme, ne peuvent plus être accomplies par la bourgeoisie, que ces tâches ne peuvent être réalisées que par le biais de la révolution prolétarienne. En conséquence, elles ne pourront être réalisées que par le prolétariat se plaçant à la tête de la nation opprimée et à partir de son propre gouvernement.

Cependant, justement par la trahison stalinienne et la crise de la IV^e Internationale, dans les pays arriérés, différents courants d'obédience nationaliste-bourgeoise et petite-bourgeoise occupent une place dans

les rapports politiques entre les classes et à certains moments peuvent paraître lever des bannières anti-impérialistes dont le contenu n'est autre que celui visant à modifier ses relations avec l'impérialisme, mais ne pouvant en aucune façon mener à son terme la réalisation des tâches inaccomplies par la révolution démocratique bourgeoise.

L'indépendance politique du prolétariat

Et c'est ainsi que le parti du prolétariat, pour disputer aux directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises la direction à la tête des masses opprimées et exploitées, est obligé de combattre pour le front unique anti-impérialiste, ce qui ne signifie rien d'autre que de les assigner, quand ces directions drainent de véritables mouvements de masse, à ce que, sur une plateforme réunissant les tâches, ou certaines des tâches, démocratiques ou nationales non réalisées, celles-ci facilitent, ou appellent, ou aident à la mobilisation des masses opprimées contre l'impérialisme pour la réalisation de ces tâches.

Il est évident qu'en aucun cas le prolétariat ou le parti du prolétariat ne peut hypothéquer son indépendance vis-à-vis de ces directions, et la plateforme, en accord avec les rapports politiques entre les classes et le moment en question de la situation politique nationale, doit toujours exprimer des déterminations du combat pour l'indépendance politique de classe du prolétariat.

Qu'était le FOCEP ?

C'est ainsi par exemple, camarades, que le POMR a été à l'initiative de la constitution du FOCEP. Qu'a été le FOCEP ? Il a été un front regroupant des organisations ouvrières, petites-bourgeoises, qui, avançant la lutte pour la réalisation des tâches nationales et démocratiques inaccomplies, mettait au centre le combat pour une Assemblée constituante souveraine.

C'est en cela qu'a résidé la force du FOCEP, front qui, regroupant ces organisations, se réalisait sur une politique d'indépendance de classe, puisqu'en 1977-1978 la défense de l'indépendance de classe passait par l'affirmation du prolétariat dans la lutte pour en finir avec la dictature militaire, et au service de cet objectif, le mot d'ordre d'« Assemblée constituante souveraine » matérialisait ce combat du prolétariat pour gagner à ses côtés, comme allié, l'ensemble des masses opprimées et exploitées des villes et des campagnes.

La perspective du combat pour les assemblées populaires...

Pour nous, le mot d'ordre d'« Assemblée constituante souveraine et détenant le pouvoir » n'était en aucune façon conçu comme une revendication de la démocratie bourgeoise, mais comme une revendication transitoire ouvrant la voie à la mobilisation du prolétariat pour son propre pouvoir. Et c'est justement pour cette raison que le combat pour une Assemblée constituante souveraine au Pérou a toujours été intimement lié à la réalisation des tâches et des revendications démocratiques non accomplies ; mais en même temps, nous en tenir au mot d'ordre de la lutte pour l'Assemblée constituante souveraine aurait été une grave erreur, car cela aurait signifié comprendre sur le papier qu'il s'agissait d'un mot d'ordre transitoire, mais agir dans les faits comme si celui-ci était une fin en soi.

(suite page XVI)

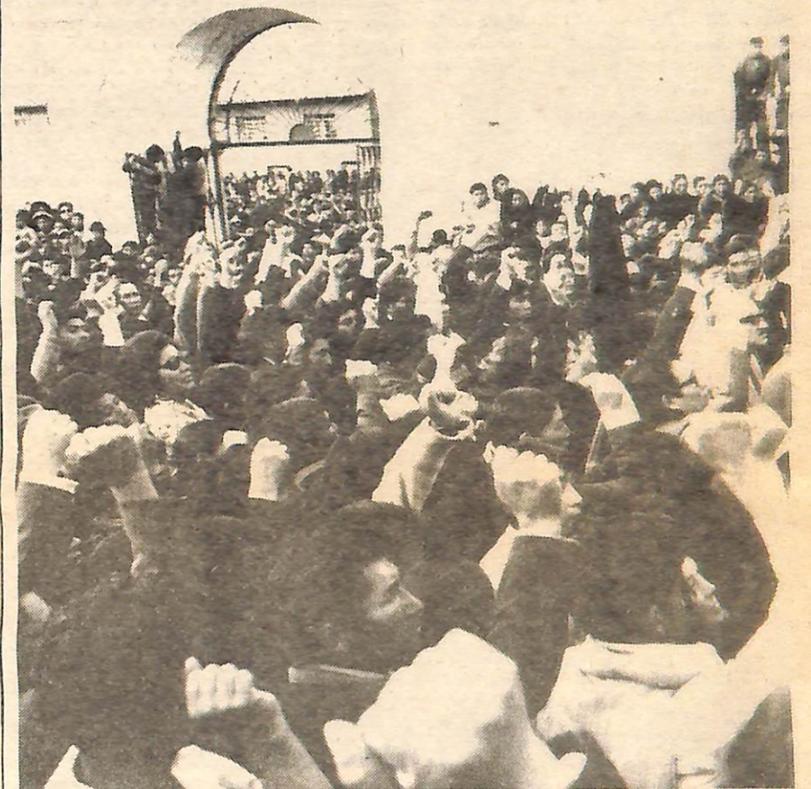
Le combat du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution

(avant-projet rédigé par le camarade Gonzalez)

Il faut l'admettre et en tirer toutes les conséquences : notre parti traverse aujourd'hui une profonde dispersion théorique. L'origine de cette dispersion doit être située dans le texte du 2 juillet « *Au comité de liaison* », texte qui — comme nous l'avons déjà établi dans la première partie de ces notes — a placé notre parti en dehors d'une ligne principale sur les relations entre le front unique anti-impérialiste et le front unique ouvrier. Les « *Notes sur le front unique anti-impérialiste et le front unique ouvrier* » adoptées par la III^e session du comité central ont le mérite de resituer le parti sur le terrain des principes, car elles reprennent les positions des *Thèses* de la IV^e Internationale (Comité

1980. Ce bilan, pour appliquer notre mission, doit être tiré à la lumière des *Thèses* de la IV^e Internationale (Comité international), conquête théorique importante que n'avait pas le mouvement trotskyste au moment de la tenue de notre II^e Congrès.

C'est la voie que nous avons choisie pour intervenir dans l'actuelle discussion internationale sur le front unique anti-impérialiste, qui a commencé lors de la deuxième réunion du conseil général de la IV^e Internationale (Comité international), tenue en mai de cette année, discussion qui concerne directement notre parti. C'est ainsi que nous prendrons en compte, pour les



international) sur le front unique, et, à partir de cette approche théorique, critiquent les positions du 2 juillet.

Mais les « *Notes* », bien qu'elles revêtent cette importance indiscutable, ne résolvent pas les conséquences du texte du 2 juillet, qui ne sont autres que celles d'une profonde dispersion théorique et d'une perte de confiance politique dans nos rangs. Le parti, non seulement veut avoir la certitude que le comité central l'a resitué sur une ligne de principes, il veut aussi avoir la certitude que son combat révolutionnaire s'est basé sur la théorie marxiste. Lors de la session du 16 juillet du comité central, ce problème capital a été posé et le comité central, à juste titre, a répondu unanimement dans les termes suivants :

« *Le texte : "Au comité de liaison" échappe au cadre principal des Thèses et n'exprime pas le combat du POMR, mené sur le terrain du trotskysme et du Programme de transition de la IV^e Internationale.* »

C'est cette conclusion du comité central qu'il faut aujourd'hui détailler. Pour cela, il est nécessaire de formuler un bilan du combat du POMR, comme nous l'avons fait au II^e Congrès du parti, en octobre

objectifs que s'assigne ce travail, le discours du camarade L. Favre sur le front unique anti-impérialiste publié dans le n° 10 de *Correspondance internationale* ainsi que le discours du camarade Miguel Capa prononcé le 26 septembre dans la réunion du bureau politique du POMR et dont nous avons remis copie au comité exécutif international de la IV^e Internationale (Comité international).

La présente résolution comprend deux parties fondamentales. La première est destinée à établir le lien historique et théorique entre nos thèses sur la révolution dans les pays arriérés et les positions programmatiques de la III^e Internationale de Lénine et de Trotsky à ce sujet. La deuxième partie est consacrée à l'analyse du combat de notre parti dans une période circonscrite : 1977-1981. La relation interne entre les deux parties est évidente : le combat pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et pour la dictature du prolétariat n'a été rendu possible que par la filiation trotskyste de notre parti, et le trotskysme est la continuité programmatique du léninisme, dont le sommet théorique est condensé dans les thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

1.- La stratégie de l'Internationale communiste dans les pays opprimés par l'impérialisme

Nous avons eu notre attention attirée par le fait que dans son discours prononcé dans la réunion de notre bureau politique, le camarade Miguel Capa a affirmé :

« Je crois que oui, l'Internationale communiste a eu une position de révolution en deux étapes pour les pays arriérés, semblable à celle de Lénine jusqu'à l'année 1917, jusqu'à ce que s'ouvre 1917, et que Trotsky s'est plié à la ligne de Lénine d'avant l'année 1917 ; que la théorie de la révolution permanente des années 1905-1906 est une théorie pour l'URSS, c'est tout, et que Trotsky formule la théorie de la révolution permanente seulement en 1928, et qu'il l'affirme pour la première fois en septembre 1927, dans un article sur la Chine, bien qu'il se préparait déjà. »

Etant donné qu'il s'agit seulement d'une intervention, nous ne prendrons ces affirmations que sous réserve. Nous ajouterons que, même sans les prendre en compte, nous considérons que l'actuelle discussion internationale et la clarification nécessaire sur le combat du POMR exigent de revenir sur les positions de la III^e Internationale en ce qui concerne l'impérialisme et la révolution prolétarienne dans les pays de développement capitaliste arriéré.

Une continuité fondamentale

Nous continuons à penser que la IV^e Internationale a fait des thèses et résolutions de l'Internationale communiste une composante essentielle de sa base programmatique inamovible. Et nous ne nous écartons pas de la conclusion suivant laquelle il y a une continuité fondamentale entre les Thèses d'avril de Lénine et les thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'IC. En même temps, nous réaffirmons l'égalité essentielle de contenu entre les Thèses d'avril et la théorie de la révolution permanente, égalité scellée par la révolution d'Octobre de 1917 en Russie. C'est pourquoi nous disons la chose suivante dans les « Notes » :

« Dans les Thèses d'Orient, l'Internationale communiste a généralisé le noyau des enseignements de la révolution russe pour les pays capitalistes arriérés et sur le rapport entre les tâches démocratiques de la révolution et la révolution socialiste : elle a souligné que la bourgeoisie "nationale" s'alliait avec l'impérialisme par crainte de la mobilisation révolutionnaire des masses, elle a souligné comme étant un devoir des communistes la lutte pour toutes les revendications démocratiques et nationales, elle a expliqué l'existence de contradictions relatives (jamais absolues ou de classe) entre l'impérialisme et des secteurs de la bourgeoisie "nationale", elle a parlé d'éventuels accords temporaires avec le nationalisme bourgeois et elle a défini qu'à travers les soviets la révolution pouvait sortir les nations opprimées de leur retard en les faisant avancer vers le socialisme aux côtés du prolétariat international. Sur ce dernier aspect déterminant, les Thèses d'Orient établissent que les partis communistes doivent lier la tactique du front unique anti-impérialiste à la nécessité d'une "alliance avec le prolétariat international et les républiques soviétiques"... » (page 2).

Nous maintenons cette conclusion et nous voulons l'étayer.

Commençons par dire qu'il ne s'agit pas seulement des Thèses générales sur la question de l'Orient, approuvées au IV^e Con-

grès. Déjà au II^e Congrès, ont été approuvées les Thèses et suppléments sur le problème national et colonial, défendues chaleureusement par Lénine et rédigées sur la base d'un projet présenté par lui. Comme il est affirmé dans l'introduction des Thèses d'Orient :

« ... Le II^e Congrès de l'Internationale communiste a fixé la position principale de l'ensemble de la question nationale et coloniale à une époque de luttes à long terme entre l'impérialisme et la dictature du prolétariat. »

Cette position a été amplifiée et enrichie par le IV^e Congrès. Notre politique trotskyste dans les pays capitalistes arriérés procède des positions de l'Internationale communiste de la première période (1919-1922). Ces positions correspondent à la théorie de la révolution permanente, et non à la « théorie » de la révolution par étapes, que ce soit dans sa version menchevique, que ce soit dans la version léniniste de 1905, qui ne peut s'identifier avec celle des mencheviques.

Commençons par le début. Les thèses du II^e Congrès, en se démarquant des positions bourgeoises et particulièrement social-démocrates sur le problème national et colonial, fixent le critère méthodologique de classe avec lequel nous, les marxistes, devons aborder ce problème qui subsistera tant que l'impérialisme subsistera. Les bolcheviques ont expliqué qu'il fallait centrer l'attention :

« 1.- Sur l'appréciation très exacte de la situation historique concrète, et avant tout, la situation économique ;
2.- différencier en toute netteté les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, du concept général des intérêts de toute la nation dans son ensemble, qui n'est rien d'autre que l'expression des intérêts de la classe dominante ;
3.- de même, ils doivent diviser nettement les nations en : nations dépendantes, sans égalité de droits, et en nations qui oppriment, exploiteuses, souveraines... »

Nous soulignons :

1.- différenciation rigoureuse des intérêts du prolétariat et des masses opprimées de ceux de la bourgeoisie masqués par les mots sur le prétendu « intérêt de la nation » ;
2.- et différenciation nette entre nations qui oppriment et nations opprimées.

Deux mouvements qui se séparent de plus en plus

Ces deux conclusions sont fondamentales pour la détermination de la tactique trotskyste dans tout pays capitaliste arriéré opprimé par l'impérialisme, comme c'est le cas pour le Pérou.

Sur la première conclusion, le II^e Congrès lui-même a signalé la chose suivante :

« 7.- Dans les pays opprimés, il existe deux mouvements qui se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et ouvriers ignorants et pauvres qui luttent pour leur émancipation de tout type d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et dans une certaine mesure il y est parvenu souvent. Mais l'Internationale communiste et les partis affiliés doivent combattre cette tendance et tenter de développer le sentiment de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

A ce sujet, une des tâches les plus importantes est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétique. »

Sur la deuxième conclusion, dans le Rapport de la commission pour les problèmes national et colonial, Lénine a soutenu dans le même congrès la chose suivante :

« Quelle est l'idée la plus importante, l'idée fondamentale de nos thèses ? C'est la distinction entre nations opprimées et nations qui oppriment. (...) »

Le trait distinctif de l'impérialisme consiste en ce qu'actuellement, comme nous pouvons le voir, le monde se trouve divisé, d'un côté en un grand nombre de nations opprimées, et de l'autre en un nombre insignifiant de nations qui oppriment, qui disposent de richesses colossales et d'une puissante force militaire. (...)

Cette idée de la différenciation, de la division des nations entre qui oppriment et opprimées donne forme à toutes les thèses. »

Cette position orthodoxe du léninisme sur la phase impérialiste de la

Cette méthode sur le programme de transition soit pour les pays capitalistes avancés, soit pour les pays capitalistes arriérés, clarifie soudain la position de l'IC sur la révolution dans ces pays. Ce n'était pas une conception de révolution par étapes, conception indissoluble de celle qui divise le programme du prolétariat en « minimum » et « maximum ». Les Thèses d'avril ont rompu avec cette conception que Lénine avait dépassée en partant de son étude sur l'impérialisme. Les Thèses de Lénine sont un programme transitoire pour la mobilisation des masses vers la dictature du prolétariat. C'est cette conception léniniste qui est à la base du programme et de la stratégie de l'IC pour les pays où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas eu lieu ; c'était le cas de la Russie, et c'est le cas des pays capitalistes arriérés comme le Pérou. C'est pour cela que l'IC a combattu pour les soviets et pour la république soviétique dans ces pays. Du fait que les tâches démocratiques n'étaient pas résolues, l'IC n'a pas déduit la nécessité d'une étape de développement historique bourgeois, ni — donc — une perspective de république parlementaire pour les nations opprimées. Cela aurait représenté son passage sur la ligne menchevique de la révolution en

tions d'existence élémentaires à la haute culture du communisme, qui est destiné à supplanter dans l'économie mondiale le régime capitaliste de production et de distribution (...). Seule une forme d'administration soviétique peut assurer l'achèvement de la révolution agraire paysanne. »

On insiste sur les soviets comme étant les organes de pouvoir qui font la transition du capitalisme arriéré à la révolution socialiste ; on ne plaide pas pour une « étape » capitaliste. Traduisant l'expérience de la révolution russe, il est affirmé que seuls les soviets peuvent mener jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise. Pour ouvrir une période historique capitaliste ? Non, pour faire la transition au socialisme, comme c'est arrivé en Russie.

Dans les thèses du IV^e Congrès, il est dit catégoriquement :

« Les tâches objectives de la révolution coloniale dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise. En effet, leur victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial. » (souligné par nous).

Rompre avec la démocratie bourgeoise

En d'autres termes : l'émancipation coloniale et la révolution agraire — « les tâches objectives de la révolution coloniale » — ne peuvent se faire dans le cadre de la démocratie bourgeoise et de l'oppression impérialiste, mais en rompant avec elles.

C'est pourquoi les thèses elles-mêmes définissent la ligne d'action des communistes dans les pays capitalistes arriérés dans les termes suivants :

« Une longue lutte, qui durera toute une époque historique, attend le jeune prolétariat des colonies, lutte contre l'exploitation impérialiste et contre les classes dominantes autochtones qui aspirent à monopoliser tous les bénéfices du développement industriel et intellectuel et prétendent que les masses doivent rester comme auparavant... » (souligné par nous).

Nous soulignons : une lutte contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie du pays elle-même. C'est la ligne stratégique que les éventuels accords avec les nationalistes ne modifient pas.

Avec plus de précision encore, les thèses du IV^e Congrès insistent dans les termes suivants sur la ligne d'action des communistes :

« Deux tâches, fondées en une seule, incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, lutte pour une solution radicale aux problèmes de la révolution démocratique bourgeoise dont l'objet est la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, organisation des masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe en utilisant pour cela toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique bourgeois. » (souligné par nous).

C'est sur ce terrain d'indépendance de classe du prolétariat, de la lutte pour les soviets et pour la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie et l'impérialisme que l'IC définit les relations des partis communistes avec les divers groupes du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois. Le II^e Congrès a fixé en toute clarté la méthode du communisme pour tout éventuel accord limité avec les groupes nationalistes petits-bourgeois révolutionnaires. Dans les thèses adoptées par le congrès, il est établi :



Deuxième rencontre pour une assemblée populaire nationale, à Lima, les 29 et 30 juin 1979.

société bourgeoise fonde tout le bagage théorique de la III^e et de la IV^e Internationales, et on ne peut abjurer notre tradition théorique à cause du fait que le stalinisme, lui — y compris sa sous-variante maoïste — a dérivé vers la ligne du « bloc des quatre classes » en prenant prétexte de l'oppression de l'impérialisme sur les masses des nations opprimées. L'oppression impérialiste ne détermine pas la conciliation du prolétariat et des paysans avec la bourgeoisie « nationale », mais, au contraire, l'exacerbation de la lutte des classes dans le pays opprimé.

Cette conception léniniste sur l'impérialisme et sur le devoir de différencier entre nations opprimées et nations qui oppriment a été traduite par les bolcheviques dans la Résolution sur le programme de l'Internationale communiste, approuvée par le IV^e Congrès, où il est affirmé :

« 5.- Dans le programme général, il faut clairement énoncer les types historiques fondamentaux suivant lesquels se divisent les revendications transitoires des sections nationales, en accord avec les différences essentielles de structure économique et politique des divers pays, comme par exemple l'Angleterre d'une part, l'Inde de l'autre, etc. » (souligné par nous).

deux étapes. Les documents parlent d'eux-mêmes. Voyons cela.

Dans son discours sur les problèmes national et colonial prononcé devant le II^e Congrès, Lénine explique :

« ... L'Internationale communiste devra formuler, en lui donnant une base théorique, la thèse que les pays arriérés, avec l'aide du prolétariat des nations avancées, peuvent passer au régime soviétique — et à travers des étapes déterminées de développement, au régime communiste — en évitant dans leur développement la phase capitaliste. » (souligné par nous).

Dans les thèses adoptées par le II^e Congrès, il est dit — comme nous l'avons déjà vu — la chose suivante :

« ... Une des tâches les plus importantes (de l'IC) est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétique. » (souligné par nous).

Dans les thèses adoptées deux ans plus tard par le IV^e Congrès, il est établi clairement :

« Le régime soviétique offre aux pays arriérés le moyen le plus facile pour passer de leurs condi-

« ... L'Internationale communiste doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux et retardés, à condition seulement que les éléments des futurs partis prolétaires, communistes non seulement par leur nom, se regroupent et s'éduquent dans tous les pays arriérés dans la conscience de la mission spéciale qui leur incombe : lutter contre les mouvements démocratiques bourgeois dans leurs nations. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former y compris des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, cependant, elle ne doit jamais fusionner avec, et en conservant toujours le caractère d'indépendance du mouvement prolétarien, y compris dans sa forme embryonnaire. »

La conception léniniste du front unique anti-impérialiste

La condition de tout accord avec les mouvements « national révolutionnaires », comme les appelle l'IC, est simple : indépendance politique du prolétariat exprimée dans la lutte des communistes contre la bourgeoisie pour les intérêts de la classe ouvrière.

En ce qui concerne les accords limités et momentanés avec les groupes nationalistes bourgeois à influence de masse, la condition est la même : indépendance politique du prolétariat. Dans le chapitre sur le front unique anti-impérialiste des *Thèses d'Orient*, le IV^e Congrès a signalé à ce sujet :

« C'est seulement si on reconnaît (au prolétariat - NR) cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique, que les accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. »

C'est la conception léniniste du front unique anti-impérialiste, reprise par la IV^e Internationale (Comité international). Le stalinisme a marqué une rupture avec cette conception du II^e et du IV^e Congrès de l'IC. Il l'a remplacée par la politique de la collaboration avec la bourgeoisie sous le nom de « front anti-impérialiste » ou « front patriotique ». En Chine, il est allé même jusqu'à la dissolution du PC avec le Kuomintang. Mais la trahison stalinienne envers la politique de Lénine et de Trotsky n'est pas une raison pour abandonner cette politique : tout au contraire, nous devons la défendre.

C'est ce qu'a fait le trotskysme contre le révisionnisme après la mort de Trotsky, depuis le surgissement du courant liquidateur de Pablo. C'est ce qu'a fait la IV^e Internationale (Comité international) dans ses *Thèses* de fondation.

C'est à la lumière des *Thèses* que nous devons faire le bilan du combat du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et pour la dictature du prolétariat, en sachant, à tout moment, que ces thèses reprennent la théorie léniniste foulée aux pieds par le stalinisme et ensuite par son agence politique pabliste dans la IV^e Internationale.

II.- Le combat du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution

Nous partons du postulat suivant : notre parti a combattu conséquemment pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. En d'autres termes : pour l'indépendance politique du prolétariat comme la condition nécessaire dans la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est la trajectoire du POMR.

Les oscillations et les erreurs commises dans le cours du combat ne modifient pas cette caractérisation. Voyons cela.

La formation du FOCEP : un combat dirigé par le POMR

Le FOCEP a été fondé le 17 décembre 1977 sur la base d'un appel qui reprenait la politique de notre parti. L'appel a été le résultat d'une double discussion politique : d'un côté avec Genaro Ledesma, et de l'autre avec le PST. L'appel fixe la ligne politique du FOCEP qui le définit comme un front d'indépendance de classe, c'est-à-dire un front ennemi de la bourgeoisie, du gouvernement militaire et de l'impérialisme, front qui ouvrait la voie au gouvernement ouvrier et paysan pour remplacer la dictature militaire. Son caractère de front unique où a participé le courant nationaliste petit-bourgeois représenté par Ledesma ne remet pas du tout en cause sa condition de front d'indépendance de classe. L'accord entre le parti ouvrier et Ledesma s'est placé sur le terrain du front unique anti-impérialiste tel que l'a défini l'Internationale communiste. Ce fut un accord de front anti-impérialiste sur la ligne de la préservation de l'indépendance de classe du prolétariat. Mais ce ne fut pas seulement parce que dans le FOCEP il n'y a pas eu de partis de la bourgeoisie, mais parce qu'en plus le front répondait au problème central posé dans la situation politique : le problème du pouvoir, celui du remplacement de la dictature militaire par un gouvernement ouvrier et paysan. C'est ce problème que le prolétariat a posé dans sa lutte avec la grève nationale de juillet 1977. Seule la politique du FOCEP a répondu positivement à ce problème. Pour sa part, l'UDP, sans être un front avec des partis bourgeois, s'est adaptée aux exigences de la dictature militaire : son maintien au pouvoir par le biais de l'acceptation d'une Assemblée « constituante » assujettie aux diktats du gouvernement militaire.

Au contraire, dans son appel de fondation, le FOCEP avance :

« Pour une Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir. Pour un gouvernement responsable devant elle, qui remplace l'actuel gouvernement et réalise un programme de solution urgente de la crise économique où nous ont plongés le patronat et le gouvernement militaire. Pour une liste unitaire ouvrière, paysanne et populaire. »

Dans le même appel, l'alternative gouvernementale que propose le FOCEP est avancée ainsi :

« IV.- L'alternative du prolétariat et du peuple opprimé. Le VIII^e Plénum de la Fédération nationale des mineurs et métallurgistes du Pérou tenu le 3 décembre a approuvé à l'unanimité : "Luttons pour une Assemblée qui avance les revendications les plus urgentes des masses exploitées et opprimées dans la voie de la construction des perspectives historiques du prolétariat !" »

C'est le combat du FOCEP.

Le peuple travailleur étant exploité et opprimé, lui qui subit les continuelles et implacables agressions du capitalisme, c'est à lui qu'il revient de se défendre et de se libérer ; une façon de le faire est donnée par le combat pour une Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir, qui avance et matérialise les revendications du peuple travailleur opprimé et exploité, élue au suffrage universel, direct et secret — élargi aux analphabètes et aux soldats — qui ait le pouvoir et l'initiative pour prendre en main les problèmes qui affectent le pays et les masses populaires, en ce moment de désespérante crise économique, de nommer un gou-

vernement responsable devant elle chargé d'appliquer le programme de réorganisation du pays pour le sortir de la crise où l'ont plongé les militaires gouvernementaux, à la suite de plus d'un siècle de domination bourgeoise.

Devant les graves restrictions imposées par le gouvernement, nous exigeons dès maintenant et avant que ne soient achevées les élections, les revendications immédiates suivantes :

- réembauche de tous les travailleurs renvoyés avec le paiement des salaires dus ;
- liberté de tous les prisonniers politiques et sociaux ;
- rapatriement des déportés : Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération nationale des mineurs ; Hugo Blanco, dirigeant paysan de Cuzco et de la CCP ; Julian Sierra, dirigeant de la FETIMP ; Camilo Valqui, José Oña, Ricardo Diaz Chavez, des conseillers syndicaux et des autres combattants sociaux qui sont victimes de déportations...
- vote des analphabètes et des soldats ;
- aucune restriction à la liberté de la presse ;
- satisfaction de la plate-forme commune de la grève nationale du 19 juillet.

L'Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir doit matérialiser les aspirations des majorités nationales :

- ... augmentation générale des soldes et salaires en accord avec la hausse réelle du coût de la vie,
- ... caractère intangible du contrat de travail, droit de grève, inviolabilité de la direction syndicale. Droit à la syndicalisation des travailleurs du secteur public. Abrogation du décret-loi 21 624 qui, sous prétexte de déclarer l'industrie minière en état d'urgence, punit de licenciement les travailleurs pour fait de grève. Abrogation des dispositions légales qui déclarent aussi en "état d'urgence" les industries de pêche et sucrières.
- durée annuelle des contrats collectifs de travail qui inclue les conditions de travail.
- Sécurité sociale obligatoire pour le travailleur et sa famille à la charge du patronat et de l'Etat. Hôpitaux et médicaments payés par l'Etat. Etatisation des services médicaux.
- Annulation de la dette agraire que subissent les paysans. Défense de l'intégrité des communautés paysannes. Revendication des communautés paysannes dépouillées par le tribunal agraire. Distribution gratuite de la terre. Commercialisation de la production agricole par le biais

d'un organisme démocratique contrôlé par les délégués des paysans eux-mêmes et de la CCP. Libre droit de syndicalisation pour les masses paysannes.

— Non-reconnaissance de la dette extérieure.

— Expropriation sans paiement sous le contrôle des travailleurs des entreprises impérialistes (Toquepala, Cujone, etc.). Nationalisation des entreprises mixtes sous le contrôle des travailleurs. Création d'une corporation minière sous le contrôle de la Fédération nationale minière avec la participation de ses syndicats de base.

— Défense de toutes les entreprises nationalisées (Siderperu, Petroperu, Pescaperu, Centromin, Hierroperu, etc.) en expulsant les bureaucraties corrompues qui les étranglent et en les plaçant sous le contrôle des travailleurs. Maintien de Pescaperu, annulation du décret-loi 21 558 de reprévisation partielle de l'industrie de la pêche, administration et contrôle de Pescaperu par la Fédération des pêcheurs avec la participation de ses syndicats de base.

— Nationalisation de la banque sous le contrôle de la FEB et avec la participation de ses syndicats de base. Pour une Banque unique de l'Etat. Monopole d'Etat sur le commerce extérieur.

— Enseignement d'Etat gratuit, laïc et obligatoire à tous les niveaux. Autonomie universitaire. Gouvernement des trois états : étudiants, professeurs et travailleurs non enseignants.

— Programme de logement, électrification, assainissement, santé, transports et revêtement des routes à la charge de l'Etat, pour tout le peuple péruvien et en particulier pour ceux qu'on appelle les quartiers populaires.

— Suppression des corps répressifs de l'armée et de la police. Droit à la syndicalisation des soldats et sous-officiers. Droit à faire librement de la politique.

— Rupture avec l'OEA. Non-reconnaissance des traités politiques et militaires qui portent atteinte à la souveraineté nationale. Pour la libre autodétermination des peuples qui subissent le colonialisme. Contre l'intromission impérialiste.

Le FOCEP, organe de front unique

C'est en avançant ces revendications que nous combattons pour une Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir et pour un gouvernement responsable devant elle chargé d'appliquer ce programme. Assemblée consti-

tuante dépositaire de tous les pouvoirs constituants, exécutif et législatif. »

Là a résidé la force du FOCEP. Plus précisément encore : dans cette politique et dans son caractère d'organe de front unique. Comme nous l'affirmons dans la résolution politique approuvée par notre I^{er} Congrès (octobre 1978) :

« L'importance du FOCEP réside en ce qu'il s'est constitué comme front unique d'organisations politiques ouvrières, d'organisations syndicales et populaires, de personnalités anti-impérialistes sur la base d'une plate-forme de revendications nationales, démocratiques et sociales centralisées par le combat pour la Constituante souveraine. »

Parce que cela représentait le FOCEP dès le départ, le gouvernement militaire, la bourgeoisie et le stalinisme ont mis en jeu tous les moyens pour le détruire, depuis la répression policière, la fraude, jusqu'à la division interne. Enfin, en s'appuyant sur sa composante petite-bourgeoise (Ledesma), le stalinisme a réussi à disloquer et à détruire le FOCEP, en comptant sur le soutien du gouvernement par le biais du JNE. D'un front où l'indépendance et l'hégémonie du prolétariat s'exprimaient dans sa politique révolutionnaire et par le combat du POMR, il est devenu un organe au service du front populaire. C'est la signification de l'accord du FOCEP avec le PSR nationaliste bourgeois de Rodriguez Figuerca. Il était ainsi prouvé qu'un organe de front unique anti-impérialiste comme l'a été le FOCEP était incompatible avec le front populaire, son contraire par définition.

Le POMR a combattu toujours pour une politique de front unique pour le FOCEP. Vers les partis bourgeois ? Non. Vers l'UDP, le PCP (u), le PCP (M) et le PSR (ML). Jamais vers le PSR. Notre tactique de front unique anti-impérialiste n'est pas la caricature suivant laquelle il faut chercher a priori tous les partis nationalistes bourgeois pour choisir des accords et présenter ainsi un « FUA ». Longtemps avant 1978, dans la conférence extraordinaire de Chimbote, nous avons défini la chose suivante sur des accords tactiques :

« En réalité, la tactique du FUA n'est pas déterminée par l'existence de ces courants (nationalistes bourgeois et/ou petits-bourgeois, NR) mais par la non-résolution des tâches démocratiques et la nécessité qu'en luttant pour elles, le prolétariat assure son hégémonie politique sur les masses opprimées en établissant le gouvernement ouvrier et pay-



Une manifestation du FOCEP en août 1978.

san, le seul capable de les résoudre. La situation vue sous cet angle, nous pouvons affirmer que si les nationalistes ne représentent pas et ne mobilisent pas ces secteurs des masses, il est peu intéressant et important de leur proposer des compromis sur la ligne de la lutte démocratique anti-impérialiste. En revanche, en partant de la nécessité historique de la révolution démocratique, nous devons mener une campagne systématique pour le combat pour les revendications sociales, nationales et démocratiques des masses, envers des organisations politiques utilisées par elles comme des canaux de leur mobilisation dans l'étape actuelle, comme par exemple le Parti communiste péruvien et l'Avant-garde révolutionnaire (VR), avec les respectives organisations de masse que ces partis contrôlent : la CGTP et la CCP. Mais même avec ces courants politiques, l'un stalinien, l'autre centriste, le FUA ne peut être conçu que comme des accords circonstanciels pour la mobilisation des masses contre l'impérialisme, la bourgeoisie et le gouvernement de Morales Bermudez, et non comme un bloc stratégique. A plusieurs reprises, les trotskystes doivent lancer des mots d'ordre pour le front unique des organisations ouvrières et paysannes avec l'intervention du PCC-CGTP et de VR-CCP pour qu'ils aillent le plus loin possible dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, en affirmant que nous sommes prêts à soutenir la formation d'un gouvernement sans représentants du capital, qui ouvre la voie vers la dictature du prolétariat. »

Dans la résolution politique approuvée par le II^e Congrès du parti, cette conception sur le front unique est reprise quand nous affirmons :

« ... Le parti révolutionnaire du prolétariat ne recherche pas, a priori, des accord avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie nationale ou de son succédané, la petite bourgeoisie. Ce dont il s'agit c'est d'apprécier à chaque moment les formes que prend la mobilisation des masses, mouvement qui dans le pays opprimé est aussi celui de la révolution prolétarienne qui intègre les tâches nationales démocratiques non accomplies. Les formes : cela veut dire que nous parlons des partis et institutions qu'utilisent les masses dans leur mobilisation, des organisations qui intègrent des directions politiques représentantes d'intérêts de classes sociales qui se sont formées sur la base de rapports économiques déterminés, et qui au Pérou correspondent à ceux d'un pays capitaliste arriéré, opprimé par l'impérialisme. »

Rupture avec la bourgeoisie

En combattant avec la tactique du FUA, le parti a lutté durant toute cette période contre le bloc politique avec le PSR et la DC, qui a été la ligne front populiste du PCP (u). C'était la place du PSR dans le dispositif des classes et on doit ajouter que ce parti a été écrasé aux élections à l'Assemblée constituante, restant jusqu'à aujourd'hui un groupe marginal sans influence de masse. Proposer le FUA au PSR dans la situation politique de 1977-1978, situation où les partis et les classes se trouvaient face au problème du pouvoir, situation où la bureaucratie du Kremlin s'orientait vers le front populaire avec le PSR et la DC, situation où ces partis se dressaient contre les masses en soutenant la survie de la dictature militaire, dans cette situation un accord avec le PSR était un accord de type front populaire.

Il y a eu de nombreuses et successives erreurs du POMR sur un accord d'indépendance de classe entre le FOCEP et les autres organisations ouvrières populaires et anti-impérialistes comme l'UDP, le PCP (u), le PCP (M), le PSR (ML). Prenons-en seulement deux exemples qui illustrent la ligne directe de cette bataille de notre parti :

1.- Jusqu'à la date même de clôture d'inscription des listes (le 16 mars 1978), le POMR a combattu pour une seule liste du FOCEP-UDP, proposition de front unique à laquelle l'UDP s'est plié sous l'exigence du PCP (M) ;

2.- En juillet, alors que l'Assemblée constituante était déjà en place, aux élections du bureau directeur de l'Assemblée, le POMR s'est refusé à la présentation d'une liste « d'unité de gauche » avec le PSR comme l'avait proposé le PCP (u) ; nous avons proposé à cette occasion une liste sans le PSR et nous avons présenté Ledesma à la présidence de l'Assemblée contre Haya de la Torre, candidat bourgeois. Le PCP (u) s'est abstenu dans le vote, c'est-à-dire qu'il a soutenu dans la pratique le candidat bourgeois.

Assemblée constituante souveraine !

Dans le bulletin du 14 juillet du Comité de liaison, dans le document intitulé : « La fusion de nos partis doit être reportée », les camarades du PST affirment :

« Nous pensons qu'il est fondamental de discuter sur ce qu'a représenté le FOCEP et les causes qui ont amené à sa débâcle. La clé pour nous réside dans le fait que le POMR, en ne centrant pas le programme du FOCEP sur l'indépendance de classe mais sur le mot d'ordre mentionné (Assemblée constituante souveraine, NR) n'a pas aidé à la tâche d'affronter les positions collaborationnistes et démocratiques bourgeoises du secteur petit-bourgeois dirigé par Ledesma, qui a profité de la place — que le POMR lui-même l'a aidé à occuper — pour chercher à transformer le FOCEP en un front de collaboration de classes. »

Pour les camarades, la « clé » de la débâcle du FOCEP est dans le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine, mot d'ordre transitoire vers la dictature du prolétariat. Ils insistent pour opposer ce mot d'ordre à l'indépendance de classe du prolétariat. Ils continuent à penser que les mots d'ordre démocratiques comme celui de la Constituante n'aident pas à affronter la politique de collaboration des groupes petits-bourgeois comme celui de Ledesma. Expliquons.

Le programme du FOCEP — que nous avons reproduit ci-dessus — était centré sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. Disons au passage que le PST et l'ex-FIR POC l'ont signé ainsi. Mais cela est secondaire parce qu'ils ont le droit de s'autocritiquer. Ce qui est important, c'est de dissiper la confusion enfermée dans les positions des camarades. C'est une confusion que d'opposer la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat au mot d'ordre de la Constituante souveraine :

1.- Du point de vue théorique, le contenu de ce mot d'ordre transitoire vers la dictature du prolétariat est donné par les revendications de la classe ouvrière, de la paysannerie et du peuple opprimé. C'est ainsi que l'a avancé la Fédération minière dans son VIII^e Plénum. C'est ainsi que l'a avancé le FOCEP comme on peut le lire dans son appel : Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir qui matérialise les aspirations des majorités nationales. Vidé de ce



Une réunion du FOCEP à Zaña.

contenu, le mot d'ordre devient un recours libéral bourgeois opposé à l'indépendance de classe du prolétariat.

2.- Du point de vue politique, l'erreur est plus grande. Il n'a pas été compris jusqu'à maintenant que la ligne d'indépendance du prolétariat péruvien dans l'étape des élections à l'Assemblée constituante s'est concentrée dans le refus réel et non dans les termes de l'Assemblée sans pouvoirs convoquée par la dictature militaire. Seul notre mot d'ordre, repris par le FOCEP, concentrait cette ligne de classe, d'indépendance du prolétariat face à la dictature militaire et aux partis bourgeois, dans les faits. Les masses voulaient jeter à bas la dictature militaire ; le FOCEP a proposé de lutter pour un gouvernement d'une Assemblée constituante souveraine qui le remplace et qui satisfasse les revendications : en cela a résidé sa force ! C'est pour cela que les masses l'ont soutenu, non seulement parce que dans le front il n'y avait pas de patrons et de généraux ; dans l'UDP non plus, mais ce front n'a pas reçu autant de soutien que le FOCEP ; pour sa part, dans la liste du PCP (u), il n'y avait pas de bourgeois, mais le PCP (u) n'a pas non plus canalisé le mouvement des masses contre la dictature avec la même dimension que le FOCEP.

Pour tout cela, nous continuons à trouver juste la définition faite du FOCEP dans la résolution politique élaborée et approuvée par le Comité de liaison et qui a été adoptée par le congrès du POMR et du PST :

« ... front d'indépendance de classe qui, à ce moment, présentait des candidats d'un grand prestige chez les masses et un programme de lutte anticapitaliste et anti-impérialiste contre le gouvernement militaire, concentré sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir qui allait se traduire le 28 juillet dans la Motion Rouge. »

Répetons-le : le programme du FOCEP, anticapitaliste et anti-impérialiste était concentré dans le mot d'ordre de la Constituante souveraine et avec pouvoir. Ainsi le pensait la direction du PST quand elle a adopté la résolution au Comité de liaison.

D'autre part, selon le PST, le fait d'avoir centré la lutte du FOCEP sur le mot d'ordre de l'Assemblée constituante (dont le contenu anti-bourgeois, comme nous l'avons vu, est donné par le programme anticapitaliste et anti-impérialiste) favorisait le secteur petit-bourgeois du front, Ledesma. Nous ajoutons la chose suivante à la critique principale que nous faisons sur la position du PST, sur son incompréhension du mot d'ordre de Constituante :

« Comme nous le savons, c'est la dictature du prolétariat qui a mené à bien la révolution démocratique en Russie. Cela non plus, l'actuelle direction de l'Internationale communiste ne veut pas le comprendre. Mais notre parti a été capable de mener le prolétariat à la dictature parce qu'il a défendu avec énergie, conséquence et dévotion, toutes les revendications de la démocratie, y compris la représentation populaire basée sur le suffrage universel, la responsabilité du gouvernement devant les représentants du peuple, etc. Seule une agitation de ce type a permis au parti de préserver le prolétariat de l'influence de la démocratie petite-bourgeoise, de miner son influence dans la paysannerie, de préparer l'alliance ouvrière et paysanne et d'amener dans nos rangs les éléments révolutionnaires les plus décidés. » (Trotsky : L'Internationale communiste après Lénine).

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique »

« Il est bien connu que la Russie a sauté l'étape de la démocratie. Elle ne l'a pas supprimée totalement mais elle l'a réduite. Le prolétariat peut sauter l'étape de la démocratie, mais nous, nous ne pouvons sauter les étapes du développement du prolétariat (...). Il est nécessaire de s'adresser, de guider les travailleurs, en commençant par les tâches démocratiques jusqu'à la prise du pouvoir. Non pas en proposant une dictature socialiste abstraite en opposition aux nécessités et désirs réels des masses, mais en partant de ces luttes quotidiennes pour affronter la bourgeoisie nationale sur la base des nécessités des masses, en gagnant la direction des travailleurs et en prenant le pouvoir. » (Discussion avec Trotsky sur l'Amérique latine).

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il est nécessaire que les masses par elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Sur-tout, il faut armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent dresser et unifier les paysans. Sur la base de ce programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale". » (Le Programme de transition de la IV^e Internationale).

Il suffit de lire ce que nous avons souligné pour mesurer l'ampleur de l'erreur théorique — aux conséquences politiques — de la direction du PST.

Que reste-t-il ? L'idée ingénue que les masses ont soutenu le FOCEP à cause de la personnalité de Blanco ? Bien sûr, la personnalité de Blanco a été un élément fondamental, mais l'élément décisif a été et sera toujours la politique.

Un problème théorique

C'est avec le même argument méthodologique que nous répondons à la légende sur la « place » de Ledesma « créée » par le POMR : Ledesma a été utile et progressiste tant qu'il s'est placé sur la ligne définie par l'appel du FOCEP. Inutile et réactionnaire quand il a rompu avec cette ligne. Les individus n'ont pas de valeur propre en marge des positions politiques qu'ils incarnent. L'actuelle situation de Ledesma et du FOCEP est la preuve irréfutable de ce que nous affirmons.

Revenons pour conclure sur un problème théorique. Notre parti définit l'accord avec le secteur petit-bourgeois de Ledesma dans le FOCEP comme un accord de type front unique anti-impérialiste. Nous avons expliqué que le FOCEP n'a pas été le front unique anti-impérialiste réalisé parce que celui-ci (le FUA) impliquait la présence de l'UDP, du PCP (M), du PSR (ML), de la CGTP, des Fédérations ouvrières indépendantes et de la CCP. L'attitude de ce front des organisations ouvrières et populaires s'identifie au front unique ouvrier, du moment que les partis ou organisations petites-bourgeoises et le stalinisme se subordonnent à la politique et aux méthodes du prolétariat. On ne peut restreindre le front unique ouvrier au parti ouvrier trotskyste avec le parti ouvrier (dégénéré) stalinien. Le faire procède d'un mécanisme abstrait. Dans son expression la plus élevée, le front unique ouvrier se matérialise dans les soviets et peuvent y prendre part les organisations petites-bourgeoises paysannes ou « populaires » sans pour cela modifier la nature de classe des soviets. La « réalisation du front unique anti-impérialiste » telle que le POMR l'a avancée dans son combat réel se résout à la formation des soviets, organes par excellence du front unique prolétarien. Il n'existe pas de contradiction entre FUA et FUO, et le premier va dans le sens du second. Comme l'affirme la déclaration du secrétariat du Comité exécutif international signée par les camarades Lambert, Favre et Moreno :

« La tactique du front unique anti-impérialiste, le combat incessant pour les tâches et revendica-

tions anti-impérialistes, en utilisant les contradictions et antagonismes des autres classes opprimées et semi-oppimées, cherche à permettre au prolétariat de diriger ses propres solutions de classe, en même temps qu'elle organise toutes les aspirations révolutionnaires et anti-impérialistes, y compris les aspirations provenant et relevant de l'indépendance nationale, de la démocratie et de la solution de la question agraire, et c'est pourquoi toutes ces aspirations démocratiques, révolutionnaires, et en particulier anti-impérialistes, ne peuvent trouver leur solution dans le cadre du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois, le prolétariat combat pour devenir, pour être le guide de toutes les masses opprimées, pour les réunir sous le drapeau sur lequel est inscrite la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme. C'est ainsi que la tactique du FUA a pour objectif, pour le parti révolutionnaire, le renforcement des éléments qui vont dans le sens du front unique ouvrier, dont les soviets sont, répétons-le, l'expression la plus achevée. Ce n'est pas autre chose que nous avons adopté dans nos Thèses, dont nous citons pour conclure cet extrait :

"L'existence de tâches nationales, démocratiques et anti-

ple opprimé, réalise la révolution démocratique et la transforme en socialiste. Tout cela exige l'hégémonie et la direction du parti trotskyste. Un front unique ouvrier où il y aurait tous les partis et organisations ouvrières et paysannes — y compris au niveau des soviets —, discipliné à la politique petite-bourgeoise, est contraire à la révolution prolétarienne, aussi « front », aussi « unique » et aussi « ouvrier » soit-il. Il n'y a rien qui remplace la politique.

Il est certain que le FOCEP a été un front unique centralisé par le mot d'ordre d'une Assemblée constituante souveraine. Mais l'affirmation selon laquelle ce mot d'ordre est « non socialiste » est une erreur tactique. Cette affirmation du texte « au comité de liaison » représente une rupture avec la tradition théorique de notre parti, et n'exprime pas la place qu'a prise le mot d'ordre de la Constituante souveraine dans le cours du combat politique du POMR entre 1977 et 1978.

Depuis la conférence extraordinaire d'août 1977, nous avons défini le caractère transitoire de ce mot d'ordre, et son actualité dans la lutte pour le renversement de la dictature militaire. Sur la base de nos conclusions théoriques et politiques nous nous différencions en ce moment des camarades du PST et du PSI, qui avançaient le mot d'ordre d'une manière démocrati-

Ce fut la ligne et le programme du FOCEP. Répétons-le : ce fut sa force et non pas sa « faiblesse »

Remplacer, renverser la dictature militaire, pourquoi ? Pour appeler à des élections générales ? Pour ouvrir une « étape » démocratique bourgeoise parlementaire ? En aucune façon ! Le POMR et le FOCEP ont répondu : pour appliquer le programme anti-capitaliste et anti-impérialiste, le programme qui satisfasse les revendications économiques, sociales et nationales de la classe ouvrière et des masses opprimées des villes et des campagnes. C'était la manière concrète d'avancer la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan sans représentants de la bourgeoisie.

Le contenu anti-bourgeois du mot d'ordre de « Constituante souveraine »

Expliquons, de même, que le mot d'ordre de la Constituante souveraine n'avait pas un simple contenu « anti-dictatorial ». Son contenu était anti-bourgeois. Rappelons-le : la lutte pour le renversement du gouvernement de Morales dans la lutte pour en finir avec la domination de la bourgeoisie et ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier et paysan. C'est ce mouvement de la classe ouvrière et du peuple opprimé qui s'est exprimé avec les grèves nationales de juillet 1977 et mai 1978, et dans le vote massif pour les partis ouvriers en juin de cette année-là.

Mais de manière générale, nous pouvons affirmer catégoriquement qu'avec l'ensemble du programme démocratique (émancipation nationale et réforme agraire en particulier), la revendication de l'Assemblée constituante souveraine a un caractère anti-bourgeois, de transition vers la dictature du prolétariat. C'est pourquoi il est juste d'affirmer, comme le fait notre programme, que sur la base du programme démocratique révolutionnaire, nous devons affronter la bourgeoisie « nationale » et y compris les dirigeants petits-bourgeois des ouvriers et paysans. Cela a été particulièrement clair dans notre expérience de l'étape 1976-1978, quand les partis petits-bourgeois, y compris le stalinisme, en s'opposant à la réalisation du front unique pour combattre pour une Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir, acceptaient le cadre politique fixé par le gouvernement militaire, en maintenant celui-ci au pouvoir.

Les Thèses de la IV^e Internationale (Comité international) affirment à ce sujet : « Dans les pays opprimés par l'impérialisme, les libertés et tâches démocratiques font partie de la solution de la question nationale comme partie nécessairement constituante de la révolution prolétarienne : à l'époque de l'impérialisme, la solution à la question agraire et à l'oppression nationale, même si elle comprend des tâches de nature démocratique bourgeoise, ne peut être réalisée que par l'expropriation de la bourgeoisie, c'est-à-dire sous la direction du prolétariat et par sa dictature. »

Plus loin, les Thèses parlent « du caractère transitoire et révolutionnaire des tâches démocratiques, caractère qui les porte contre le régime capitaliste et l'impérialisme ».

C'est de cette façon que le POMR a formulé en 1977 sa position théorique et politique par rapport au mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. Nous l'avons fait à la conférence extraordinaire d'août en surmontant les erreurs commises dans la II^e Conférence de juin 1976. Etant donné la clarté de la résolution adoptée par la conférence extraordinaire, nous transcrivons ici in extenso les passages con-

sacrés au mot d'ordre de Constituante souveraine :

« De puissants leviers »

« Comme tout le programme démocratique, le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine se fonde sur le fait historique général suivant lequel le Pérou est un pays arriéré opprimé par l'impérialisme. Ce programme conserve toute sa force révolutionnaire parce qu'au Pérou les tâches nationales et démocratiques ne sont toujours pas résolues, c'est-à-dire parce que le pays est toujours intégré au marché mondial en tant que semi-colonie par le biais de la subordination de sa bourgeoisie au capital financier. De là, la conclusion que le prolétariat, en prenant la tête de la majorité nationale — surtout les paysans — devra réaliser avec eux les tâches socialistes qui lui sont propres, les tâches d'ordre démocratique dont il héritera en raison de l'incapacité de la bourgeoisie nationale à les accomplir à l'époque de l'impérialisme : l'émancipation vis-à-vis de l'impérialisme et la révolution agraire avant tout. La solution intégrale et effective de ces tâches est à la charge du gouvernement ouvrier et paysan. Mais la victoire du prolétariat dans la révolution, l'instauration au Pérou du gouvernement ouvrier et paysan, n'est viable qu'à la condition que le prolétariat, en occupant une place d'avant-garde dans les luttes pour les revendications sociales, nationales et démocratiques du peuple exploité, regroupe sous sa direction politique la paysannerie et la majorité nationale opprimée. Les mots d'ordre démocratiques, et en leur sein celui d'Assemblée constituante souveraine, servent à cette fin. Ce sont de puissants leviers pour la mobilisation révolutionnaire des masses contre la bourgeoisie, l'impérialisme et le gouvernement. La lutte pour les mots d'ordre et la solution des tâches démocratiques mène directement à la dictature du prolétariat. C'est pourquoi Trotsky a expliqué que « leur importance fondamentale réside en ce qu'ils permettent de déboucher sur la voie révolutionnaire ». Voilà sa place et sa fonction irremplaçable. Cependant, dans la résolution de la II^e Conférence, une formule est utilisée qui suggère que l'émancipation nationale (souveraineté nationale) peut être réalisée dans le cadre de la démocratie bourgeoise, ce qui révisé l'essence et la méthode du Programme de transition. Le Pérou ne conquerra pas sa condition de nation souveraine même à travers une éventuelle Assemblée constituante souveraine. La souveraineté du pays face à l'impérialisme, son libre accès au marché mondial, le développement d'un marché interne qui lui soit propre, etc., seront atteints avec l'expulsion de l'impérialisme et la révolution agraire, tâches que seule la dictature du prolétariat peut réaliser.

Il faut le souligner : les mots d'ordre démocratiques sont des leviers pour impulser les masses dans cette direction, en armant politiquement le prolétariat comme la classe dirigeante des paysans et des masses exploitées. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine donne une expression politique homogène à l'aspiration simple et profonde des masses à choisir leurs gouvernants et à les contrôler, en décidant ainsi du destin politique du pays. Comme tous les mots d'ordre démocratiques ou de la démocratie politique, le mot d'ordre de Constituante souveraine contient un certain degré d'illusions, mais comme l'a expliqué Trotsky, il revêt aussi une puissante force d'impulsion. Les masses, tant qu'elles n'ont pas atteint la maturité du niveau du programme révolutionnaire, conservent sous de multiples formes l'illusion suivant laquelle la résolution des grands problèmes sociaux, nationaux et

démocratiques est possible dans le cadre de l'Etat bourgeois, de ses procédés et institutions. La seule façon juste de combattre les illusions des masses dans la démocratie bourgeoise, c'est de permettre la mobilisation révolutionnaire des masses pour obtenir la victoire de leurs revendications sociales, nationales et démocratiques. Dans le processus de maturation politique des masses mobilisées sur leur propre terrain et dans le cadre de leurs propres organisations de combat surgiront les comités d'usine, les comités de lutte du type de celui des pêcheurs, et les soviets eux-mêmes, qui dans les révolutions prolétariennes de notre époque ont toujours commencé par être d'élémentaires comités de grève. Dans ces conditions, en luttant pour les revendications démocratiques, avec leurs propres méthodes révolutionnaires, les masses se mettent en conditions de rompre le cadre de la démocratie bourgeoise trompeuse et étroite. Le Programme de transition affirme : « Il est impossible de repousser purement et simplement le programme démocratique : il est nécessaire que les masses dépassent par elles-mêmes ce programme dans la lutte. » Et ensuite : « A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir (...). Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener jusqu'au bout la révolution démocratique et ouvrir ainsi l'étape de la révolution socialiste. »

Un caractère transitoire

C'est pourquoi le POMR, en avançant le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine et avec pouvoir, doit se conformer à ce qu'exige le Programme de transition : « Il est nécessaire de lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. » Sans autre lien, le mot d'ordre se réduit au plan d'un pur procédé électoral parlementaire vidé de son contenu transitoire. C'est ce lien qui situe ce mot d'ordre sur un terrain de classe directement opposé à toute variante politique bourgeoise. Pour les trotskystes, le mot d'ordre a un caractère transitoire, en aucune façon il ne peut être formulé sur la ligne stratégique de l'ouverture d'une période historique de développement bourgeois dans le pays — position utopique et réactionnaire — ni pour remédier au parlementarisme pourri de la bourgeoisie. Il est conçu pour aider les masses à trouver un pont entre leurs mobilisations actuelles et la révolution socialiste. Ainsi, ce mot d'ordre démocratique se trouve cadré dans la stratégie communiste de la révolution permanente, généralisation théorique du processus de la révolution à l'époque de l'impérialisme : la pleine et véritable démocratie ne peut triompher que par les méthodes du prolétariat, à la base desquelles il y a l'action directe, l'unité et l'indépendance politique de classe.

C'est pourquoi le POMR combat pour fournir aux masses les moyens et les voies (mots d'ordre) qui leur permettent de s'affirmer sur leur propre terrain de classe contre la bourgeoisie. La démocratie ne peut triompher que comme démocratie ouvrière avant de dépérir en tant que forme d'Etat. Soulignant le processus dialectique entre la lutte pour les revendications démocratiques et la nécessité de l'affirmation du prolétariat comme classe sur son propre terrain, Trotsky a expliqué : « ... pour empêcher la monarchie de convoquer des Cortes élues par des tromperies, fausses et conservatrices, pour que ces Cortes puissent donner la terre aux paysans et faire de nombreuses autres choses, il est nécessaire de créer des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans

REVOLUCION PROLETARIA

ORGANO DEL PARTIDO OBRERO MARXISTA REVOLUCIONARIO

Sección Periódica del Comité de Organización por la Reconstrucción de la IV Internacional
Director: Ricardo Nazari No. 53 Jr. Varela 663, Breña S/ 30.00 Del 01 al 15 de Marzo de 1979

MIEMBRO DEL FOCEP

APOYAMOS INICIATIVAS POR:

ASAMBLEA POPULAR NACIONAL EN LIMA

Editorial

El pronunciamiento a favor de la independencia a la Asamblea Popular Nacional en Lima, realizado por miembros obreros y campesinos de los Comités Luchadores de la zona de Breña, Breña Alta y Breña Baja, muestra una vez más que la fuerza motriz de la revolución es el pueblo. Este pueblo que se organiza y lucha por su liberación, por su independencia, por su democracia, por su justicia social, por su paz, por su bienestar, por su futuro. Este pueblo que se organiza y lucha por su liberación, por su independencia, por su democracia, por su justicia social, por su paz, por su bienestar, por su futuro.



Revolución proletarienne, le journal du POMR, appelant à « une assemblée populaire à Lima ».

impérialistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a donné lieu — grâce au rôle contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien et à la crise de la IV^e Internationale — à une situation où il existe de nombreuses organisations nationalistes petites-bourgeoises qui jouent un rôle actif dans la lutte contre les dictatures et l'impérialisme. (...) Nous avons le devoir de lutter systématiquement pour la réalisation du front unique anti-impérialiste avec ces organisations sur la base d'un programme d'indépendance de classe, afin de faire avancer l'indépendance des masses, en exigeant d'eux systématiquement qu'ils s'appuient sur les ouvriers et paysans, qu'ils rompent avec la bourgeoisie et prennent la voie du gouvernement ouvrier et paysan. »

Une erreur tactique

Affirmer que la solution des tâches de la révolution démocratique bourgeoise dépasse le FUA signifie affirmer que le prolétariat, subordonnant les paysans et le peu-

que bourgeoise : « Pour une Assemblée constituante qui désigne un gouvernement provisoire chargé d'appeler à des élections générales. » Ici, la « transition » est vers des élections générales, et en aucune façon vers la dictature du prolétariat... C'est aussi la position que, sous une autre forme, a avancée dans le parti la clique altamiriste d'Eugenio-Requena.

Que disent les Thèses de la IV^e Internationale (Comité international) sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine ?

Dans un passage, les Thèses se réfèrent explicitement au Pérou : « Dans d'autres situations, ce mot d'ordre peut se combiner directement à l'appel au renversement des dictatures, comme on l'a vu au Pérou durant le combat pour renverser le gouvernement de Morales Bermudez... »

En effet, le POMR a avancé : Pour un gouvernement responsable devant une Assemblée constituante souveraine, qui remplace le gouvernement militaire !

qui fortifient les positions des classes travailleuses. » C'est par le biais de cette lutte qu'à un moment donné les soviets dépasseront la Constituante. C'est, dans le fond, l'objectif du communisme : libérer les masses de leurs illusions dans la démocratie bourgeoise pour imposer la démocratie prolétarienne devenue gouvernement.

La validité du mot d'ordre dans la situation pré-révolutionnaire est déterminée par la nécessité de fournir aux masses combattantes un drapeau qui donne une expression politique immédiate et positive à leur sentiment croissant pour en finir avec le gouvernement de Morales Bermudez. Ce mot d'ordre a pour le moment présent un contenu révolutionnaire, explosif, car il pose directement le problème de l'issue politique, démocratique, populaire, face à l'impasse dans laquelle les échecs du gouvernement Velasco Alvarado et de son successeur Morales Bermudez ont conduit le pays. Dans leur mouvement revendicatif, les masses ébranlent les fondements mêmes de l'Etat bourgeois secoué par la crise, en posant comme question à l'ordre du jour la nécessité d'une issue politique et d'un nouveau gouvernement. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine remplit la fonction de « pont » entre l'état actuel de la mobilisation et de la conscience politique des masses et le gouvernement ouvrier et paysan, le seul gouvernement qui puisse réordonner le pays sur de nouvelles prémisses économiques, sociales et politiques. Comme nous l'avons déjà expliqué plus haut, il faut lier ce mot d'ordre au programme des revendications sociales, nationales et démocratiques qu'une Assemblée constituante souveraine, c'est-à-dire exécutive, capable de décider, doit réaliser : expulsion de l'impérialisme, réforme agraire, législation du travail favorable aux travailleurs, séparation de l'Eglise et de l'Etat, éducation de l'Etat laïque et gratuite à tous les niveaux, garantie à l'exercice des libertés démocratiques, caractère électif de toutes les charges gouvernementales, judiciaires et de la force armée, organisation politique et syndicale des soldats.

La « Motion rouge »

En plus, avec la nécessité tactique fondamentale que nous avons signalée, l'agitation pour une Assemblée constituante souveraine permet de clarifier pour le prolétariat l'actuel débat « constitutionnel » qui se précipite par les brèches du bonapartisme décomposé, et en même temps permet de préparer la classe ouvrière à une lutte indépendante dans le cours d'une éventuelle étape de parlementarisme bourgeois. »

Cela a été écrit et approuvé par le parti en août 1977. En novembre 1977, nous avons soutenu la décision du VII^e plénum de la Fédération minière pour une Assemblée constituante souveraine. En décembre 1977, nous avons fondé le FOCEP sur la base de ce mot d'ordre central. Ensuite, en juillet 1978, quand s'est installée l'Assemblée frauduleuse issue des élections du 18 juin, nous avons présenté la « Motion rouge ». Il faut noter la continuité de notre combat. Il n'en a pas été de même pour les autres composantes du FOCEP : en avril 1978, Ledesma fera marche arrière en abandonnant le mot d'ordre de la Constituante souveraine, en juillet Hugo Blanco, du PRT, déclare à son retour dans le pays que ce mot d'ordre « appartient au POMR » et que lui avait été élu à l'Assemblée pour « rédiger une Constitution socialiste ».

Mais tant le secteur de Ledesma que celui d'Hugo Blanco allaient se

regrouper politiquement avec le POMR avec la présentation de la « Motion rouge », signée aussi par Victor Cuadros de l'UDP et A. Aragon du PSR (ML). Ne pas le faire signifiait capituler devant le gouvernement militaire et son allié l'APRA, pilotes de l'Assemblée bâtarde, régimentée, qui s'installait. Ne pas le faire signifiait trahir le combat du FOCEP, et se suicider politiquement.

Le problème du pouvoir

Oui, parce que la tactique de la « Motion rouge » a été la seule qui pouvait opposer en termes concrets et non idéaux à l'Assemblée élue une Assemblée constituante souveraine dépositaire de tous les pouvoirs. C'était la façon de donner une expression politique concrète à la volonté manifeste de la majorité nationale d'en finir avec la dictature militaire et d'exercer sa souveraineté effective. La motion du FOCEP posait le problème du pouvoir en termes concrets et simples : « Le gouvernement militaire doit s'en aller, il doit être remplacé par un autre, capable de satisfaire les revendications du peuple travailleur et opprimé. »

Dans la déclaration de soutien à la « Motion rouge », le bureau politique du parti a affirmé, le 28 juillet même : « En effet, la première question qui est posée est : que représente cette Assemblée ? Qu'est-ce que cette Assemblée ? »

Cette Assemblée a été élue dans des conditions profondément anti-démocratiques, convoquée par un décret du gouvernement militaire, qui limite arbitrairement ses pouvoirs.

Trois millions de Péruviens, parce qu'ils sont analphabètes, c'est-à-dire victimes du retard produit par la domination impérialiste, ont été exclus du vote.

Les élections ont eu lieu en pleine répression, avec de nombreux dirigeants et candidats en exil.

Cependant, nous, représentants du POMR, élus sur la liste du FOCEP, parce que nous avons combattu pour une Constituante souveraine, contre le gouvernement militaire, nous sommes représentants de la volonté souveraine du peuple.

Durant les manifestations qui se sont déroulées à l'occasion du retour des dirigeants ouvriers et anti-impérialistes exilés, le peuple répétait : « Morales les a jetés dehors et le peuple les fait revenir. » Le peuple a raison : c'est par son action et sa volonté que Genaro Ledesma, Ricardo Napuri, Hugo Blanco, Diez Canseco, Ricardo Diaz Chavez, Ricardo Letts, Justiniano Apaza, Valentin Pacheco ont pu être rapatriés malgré le décret antidémocratique qui les avait exilés.

De même, l'Assemblée a été convoquée par un décret du gouvernement militaire mais c'est par la volonté du peuple que les députés du POMR, membres du FOCEP, y sont présents.

Le peuple nous a élus contre le gouvernement militaire et ses décrets ; si nous acceptons les décrets qui limitent les pouvoirs de cette Assemblée, nous violerions la souveraineté populaire.

Nous ne l'acceptons pas.

C'est pourquoi nous déclarons que le premier acte de cette Assemblée, au moment où commencent ses travaux, doit être :

— Annuler tous les décrets et dispositions pris par le gouvernement militaire qui limitent les pouvoirs de l'Assemblée et qui sont en conséquence contraires à la souveraineté du peuple ;

— décréter qu'elle assume tous les pouvoirs exécutifs et législatifs de la nation.

C'est pour ces raisons que nous soutenons la motion présentée par le FOCEP, Antonio Aragon (PSR) (ML) et Victor Cuadros Paredes (UDP).

Le pays est plongé dans une crise économique et sociale profonde. L'impérialisme, l'exploitation capitaliste et le gouvernement militaire sont responsables de cette situation. Des centaines de milliers de chômeurs permanents, des milliers et des milliers de licenciés dans les usines et les entreprises, des salaires misérables, un coût de la vie exorbitant, des paysans sans terre ou sans moyens pour la travailler, des jeunes sans droit à l'éducation et des millions d'analphabètes.

C'est contre cette situation insupportable que la classe ouvrière et le peuple travailleur et opprimé se sont dressés plusieurs fois. Ils ont dit : « Non aux plans du FMI ! Dehors le gouvernement militaire ! »

Telle est la signification de la grève nationale des 22 et 23 mai pré-



La « Motion rouge »

cédée des plus grands soulèvements des masses opprimées et exploitées, dans différents points du pays, qui ont été réprimés brutalement. C'est le contenu de l'héroïque grève des enseignants dirigée par le SUTEP qui s'est conclue par une victoire sur le gouvernement, obligé de reculer face au combat des 200 000 maîtres qui ont compté avec la solidarité du peuple péruvien. Aujourd'hui, ce combat du peuple péruvien s'inscrit dans la grève des travailleurs de la santé, qui exigent la satisfaction de leurs revendications, mettent au centre le problème central dans le pays, à savoir : qui gouverne ? Quel gouvernement est capable de satisfaire les revendications ?

Les puissantes luttes de la classe ouvrière et des masses opprimées mettent à l'ordre du jour la constitution d'un front unique de classe et anti-impérialiste. Dans l'action pour la constitution de ce front, le FOCEP et l'UDP ont une responsabilité particulière, mais le POMR, membre du FOCEP, est partisan de l'élargissement de celui-ci à d'autres forces : à l'ensemble des organisations syndicales, ouvrières et paysannes, aux partis ouvriers comme le PCP (u), aux organisations engagées dans le combat anti-impérialiste conséquent. Ce front doit se constituer sur la base d'un programme clair de revendications nationales, démocratiques et socia-

les, dont les grandes articulations sont données par les points énumérés dans la motion du FOCEP, du PSR (Aragon) et de Victor Cuadros Paredes (UDP).

La lutte concrète pour le gouvernement ouvrier et paysan

Le POMR, qui combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, parce que nous savons comme tout le peuple travailleur qu'aucun secteur de la bourgeoisie n'est capable de rompre avec l'impérialisme, déclare qu'il est prêt à soutenir un gouvernement responsable devant une Constituante souveraine qui fasse des pas en avant concrets dans la voie de la réalisation d'un programme dont les grands points peuvent être résumés ainsi :

— rupture de tous les liens de subordination envers l'impérialisme, en particulier non-reconnaissance de la dette extérieure.

— terre gratuite pour la paysannerie.

gouvernement militaire et son remplacement par un gouvernement ouvrier et paysan. Subordonner un accord de front unique pour le renversement de la dictature à l'acceptation préalable d'une formule gouvernementale aurait signifié vider la « Motion rouge » de contenu politique. D'autre part, et cela est déterminant, le programme de la « Motion rouge » est incompatible avec l'Etat bourgeois, et incompatible — pour cela — avec la politique de l'APRA et des autres partis de la bourgeoisie : ou alors pensait-on que l'APRA, le PPC, la DC ou le PSR pouvaient faire leur et appliquer le programme de la Motion ? Seul un gouvernement ouvrier et paysan de transition vers la dictature du prolétariat peut exécuter un tel programme, en le combinant aux premières mesures de la révolution socialiste, comme nous, trotskystes, le savons. Tout ce qui a été écrit et fait par le POMR en 1977-1978 démontre que s'il y a un passage du texte au « Comité de liaison » « bâclé », comme le dit le secrétaire du CEI dans sa déclaration, c'est celui sur le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine. Le POMR n'a rien à modifier par rapport à ce qu'il a avancé, et son combat reste un exemple concret de l'expérience de la classe ouvrière dans sa longue lutte pour renverser la bourgeoisie et expulser l'impérialisme.

De nouveau sur le combat pour les assemblées populaires et pour l'assemblée populaire nationale

Il y a peu de temps, l'actuel conseiller politique de Belaunde Terry a écrit dans une revue bourgeoise que le POMR a tenté de remplacer l'Assemblée constituante par une « assemblée populaire de type bolivien ». Ici, il n'y a pas d'exagération. Ce fut notre politique et notre combat. Il faudrait cependant ajouter que notre parti a hésité dans l'application concrète de cette politique.

Le 1^{er} Congrès du parti a formulé ainsi le rapport entre le combat pour le front unique anti-impérialiste et les assemblées populaires : « Le POMR doit diriger le combat pour la constitution du front unique anti-impérialiste en combattant pour la formation dans tout le pays de comités d'unité anti-impérialistes (les formes et les étiquettes pouvant être différentes) qui se transforment en assemblées populaires locales, ouvrant la voie vers leur centralisation par le mot d'ordre de l'assemblée populaire centrale (nationale) des délégués des assemblées populaires locales. »

Et plus loin : « La lutte pour le front unique anti-impérialiste correspond au mouvement de la classe ouvrière et des masses exploitées vers leur unité de combat qui comprend en même temps la volonté d'imposer l'unité de leurs organisations (grève de juillet 1977) et qui tend à dégager la voie pour des organismes pré-soviétiques (Vitarte, Chimbote). »

Le combat pour le FUA est le combat pour la constitution de comités pour l'unité ouvrière et anti-impérialiste, au niveau des usines et des entreprises, des quartiers, des localités, débouchant sur des forces d'organisation de type « assemblées populaires » et ouvrant la perspectives de l'assemblée populaire centrale à partir des délégués d'assemblées locales. »

C'est-à-dire que le congrès a défini que le combat du POMR pour le front unique anti-impérialiste ouvrait la voie aux assemblées populaires et à l'assemblée populaire nationale. Les accords de type unité d'action ou front unique anti-impérialiste étaient placés dans la ligne des assemblées populaires. Cela est

devenu clair dès que nous avons impulsé la « Motion rouge ». Pour le POMR, le « front unique, dont le noyau se trouve dans la "Motion" signée, doit être le levier qui permette la tenue dans toutes les villes des assemblées populaires que nous devons impulser dans la perspective d'appeler à un congrès national des assemblées populaires locales, qui accomplissent la volonté majoritaire du peuple : mettre fin au gouvernement militaire. » Cela a été écrit le 1^{er} août 1978, dans l'éditorial de RP n° 41. Le front unique — l'accord scellé avec la « Motion rouge » entre les membres du FOCEP, le PSR (ML) et Victor Cuadros de l'UDP — est le levier pour impulser l'auto-organisation des masses dans la lutte pour en finir avec le gouvernement militaire. Le mot d'ordre de la Constituante souveraine a donné son expression politique la plus élevée à cette lutte et volonté de la classe ouvrière et de la majorité nationale.

Et maintenant, une question se pose : existait-il cette possibilité ? Les bases objectives existaient-elles pour que le front unique des partis ouvriers et du peuple opprimé soit scellé dans le combat pour les assemblées populaires ? Ou le mot d'ordre de l'assemblée populaire était-il un « artifice » idéologique du POMR, du « trotskysme » ? Les ennemis de la lutte pour les soviets et pour les diverses formes de l'auto-organisation des masses ont posé la question sous cette dernière forme. Symptomatiquement, l'axe de classe de cette opposition — au-delà des masques « idéologiques » — était identique à celui de l'opposition à la « Motion rouge » : soutenir le gouvernement militaire et son Assemblée bâtarde, s'adapter à cette Assemblée, Assemblée qui, en repoussant la « Motion rouge », s'était confirmée comme un appendice de la dictature militaire.

Le levier pour combattre

Le POMR n'a pas combattu pour les assemblées populaires « parce que le Programme de transition dit que... » Non, ce combat partait de l'état de conscience et du degré de mobilisation atteint par les masses. Depuis le comité de lutte pour la route centrale (juin 1976), les pêcheurs en grève avaient été la colonne vertébrale des comités des ports (novembre 1976). Et ensuite, fin 1977, le prolétariat de la sidérurgie a créé l'assemblée populaire comme étant l'organe de la grève et des décisions du peuple opprimé de Chimbote. Les organes du type assemblée populaire étaient intégrés à l'expérience des larges masses. Elles voulaient en finir avec le gouvernement, elles voulaient obtenir la satisfaction de leurs revendications : c'était le levier pour combattre et pour s'auto-organiser, et non quelque « idée » spéciale. Ce mouvement était à la racine objective des assemblées populaires. Ce mouvement s'est traduit dans la bataille du FOCEP pour une Assemblée constituante souveraine « avec pouvoir de décision ».

C'est sur cette base qu'a pu se sceller l'accord entre les comités départementaux du FOCEP et de l'UDP pour tenir l'assemblée populaire de Moquegua. Cette assemblée populaire s'est tenue — non pas par hasard — sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Est-ce contradictoire ? Non : en luttant pour la démocratie — dont le contenu est donné par leurs revendications —, les masses s'organisent et se mobilisent sur leur propre terrain contre la dictature militaire et la bourgeoisie. Le vote contre la « Motion rouge » mettait en évidence devant les larges masses le fait que les partis bourgeois étaient contraires à la démocratie, et que l'Assemblée se refusait à appliquer la volonté souve-

raïne de la majorité nationale : mettre fin au gouvernement militaire. C'est-à-dire que l'Assemblée était contraire à la démocratie. Cette conclusion déterminante était sous-jacente dans la naissance des assemblées populaires.

La motion de l'assemblée de Moquegua

La « Motion centrale » adoptée par la 1^{re} assemblée populaire de Moquegua nous permet de revenir sur quelques aspects théoriques présents dans le débat actuel. Retranscrivons-la et réfléchissons dessus :

« L'assemblée populaire de Moquegua, considérant :

— que le peuple péruvien souffre de la faim, du chômage, de la répression et de la soumission de notre patrie aux diktats du Fonds monétaire international et de l'impérialisme ;

— que les responsables de cette situation sont la dictature militaire, les grands patrons, leurs sociétés, et partis réactionnaires et l'impérialisme ;

— que dans cette assemblée, nous avons décidé de défendre d'une façon conséquente nos intérêts, la lutte pour la réembauche de tous les licenciés, pour l'augmentation générale des salaires et le gel des prix des articles de première nécessité, pour le non-paiement de la "dette extérieure" envers l'impérialisme, pour la terre pour le paysan et le non-paiement de la dette agraire, pour résoudre les problèmes des quartiers populaires, des étudiants, des travailleurs des marchés, des mineurs, etc., et enfin il a été décidé de combattre contre la dictature militaire, pour en finir avec elle et donner une issue révolutionnaire à notre situation ;

— que le peuple de Moquegua est conscient que seule la lutte, l'unité et l'organisation populaire peuvent conquérir réellement les objectifs signalés ;

Il est donc décidé :

— de nous organiser pour la lutte en forgeant des comités de lutte dans tous les quartiers, entreprises, mines et écoles à partir de cette assemblée populaire, ce pourquoi nous devons le décider dans toutes les organisations populaires de Moquegua, et réaliser une nouvelle assemblée populaire de Moquegua pour former un front unique de défense et élire ses dirigeants qui rendront compte de leurs actes au peuple.

— préparer ainsi la participation du peuple de Moquegua et ses organisations à la grève nationale unitaire contre la dictature et sa politique de misère, de chômage, de répression et de remise des richesses à l'impérialisme, et en soutien aux grèves ouvrières et populaires du pays.

— d'en appeler aux organisations politiques révolutionnaires : le FOCEP, l'UDP et le PSR (Aragón) pour s'unir dans un seul front unique de la classe ouvrière et du peuple, et appeler toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière et du peuple à suivre cette voie.

— d'en appeler à tous les travailleurs et les peuples du Pérou pour tenir des assemblées populaires et s'organiser pour la lutte et la victoire révolutionnaire des exploités. »

Dans cette motion — contresignée par plus de 6 000 travailleurs — se trouvent réunies d'une façon ordonnée toutes les composantes d'une tactique révolutionnaire prolétarienne : formation de comités de lutte, structuration du front de défense, impulsion de la grève générale nationale contre le gouvernement, appel aux organisations politiques du prolétariat et du peuple opprimé pour former un front unique de classe, appel à tous les travailleurs et opprimés du pays pour former des assemblées populaires pour la lutte pour la victoire



Première assemblée populaire de Moquegua.

des exploités. Tous ces éléments permettaient — dans leur application — de renforcer l'indépendance de classe et de les affirmer comme la direction des masses opprimées contre la bourgeoisie et l'impérialisme représentés par le gouvernement militaire. Si nous définissons le front unique ouvrier comme l'unité du prolétariat regroupant autour de lui le peuple opprimé, l'assemblée populaire de Moquegua a été cela, et nous devons ajouter à un niveau d'auto-organisation de type soviétique. Cette caractéristique s'est renforcée dans la II^e assemblée populaire de Moquegua, dont la convocation incluait une réglementation de la représentation et qui a fini par élire un comité directeur. Dans sa convocation, il était clairement formulé « qu'il était nécessaire de passer à un nouveau niveau d'organisation, structurée sur la base de délégués démocratiquement élus par tous les syndicats, partis politiques, fronts, organisations des quartiers populaires, communautés paysannes, etc., qui décident de participer à cette II^e assemblée. » Voici le tableau des participants de la II^e assemblée de Moquegua :

Délégués titulaires :

— Syndicats : construction civile (1), Syndicat des petits commerçants et annexes du marché de Moquegua (4), Syndicat des travailleurs de Cuajone (6), Front unique des travailleurs du secteur agricole (1), Comité syndical de la construction Jano-SA (1).

Total : 13

— Quartiers populaires : quartier populaire de San Francisco (5), quartier populaire de Samegua (3).

Total : 8

— Communautés paysannes : Samoa (1), Atuspaya (1), Sacuaya (1), Cambrune (1), Association des paysans sans terre de la vallée de Moquegua (3).

Total : 7

— Députés constituants : 2

— Autres organisations : Comité de lutte des mineurs pour le maintien en vigueur du DS 037 (2), Association des pères de famille de Carumas (1).

Total : 3

— Organisations politiques : FOCEP (2), UDP (1), POMR (1), PCP (1).

Total : 5

Total : 19 organisations, 38 délégués.

Délégations invitées : Front unique des travailleurs de la Santé, SUTEP, UDP (110), FOCEP (Tacna).

Composition de la présidence de l'assemblée :

— Hernan Cuentas - Président (POMR)

— Ceferino Sosa - Secrétaire (Marchés)

— Augusto Manchego - Secrétaire (Quartier populaire de San-Francisco)

— Humberto Chaparro - Rapporteur (FOCEP)

— Alfonso Gonzalez - Secrétaire procès-verbaux (FUTSA)

— C. Alvarado - Secrétaire procès-verbaux (PCP)

— Eduardo Joo Ch. - Discipline (UDP).

Unité de classe et anti-impérialiste

La II^e assemblée ratifie la ligne de front unique adoptée par la première. Elle s'adresse aux organisations ouvrières et populaires pour qu'elles réalisent le front unique et convoquent une assemblée populaire nationale :

« La deuxième assemblée populaire de Moquegua s'adresse au FOCEP, à l'UDP, au PCP, au PSR (A) et à la CGTP, CCP et Fédérations syndicales indépendantes, ainsi qu'à toutes les organisations qui se réclament du peuple travailleur, à la nation opprimée pour leur dire : il faut apporter un remède à la situation, il faut sauver le peuple de la misère, il faut en finir avec la junte militaire. Vous qui représentez le peuple exploité, vous devez réaliser immédiatement l'unité de classe et anti-impérialiste, pour imposer notre volonté. Vous devez convoquer immédiatement une assemblée populaire nationale de délégués, élus dans chaque ville, village et hacienda pour exécuter le mandat souverain du peuple. »

L'assemblée appelle à l'« unité de classe et anti-impérialiste ». Un critère formel et mécaniste, d'apparence orthodoxe, peut objecter que l'« unité de classe » et l'« unité anti-impérialiste » sont deux choses séparées ; on peut même en arriver à la croyance absurde que l'une est opposée à l'autre. Mais, dans la réalité, les choses sont plus simples : il s'agit de l'unité de la classe ouvrière avec les masses opprimées des villes et des campagnes. Ce fait et ce processus s'opposent-ils à l'expérience que nos Thèses reprennent à un niveau théorique ? Nous ne voyons pas en quoi.

Examinons l'assemblée populaire et le front de défense de Loreto.

Dans l'assemblée populaire de Moquegua, il n'y avait pas de partis de la bourgeoisie, ce qui témoignait de la polarisation de classes dans la région et c'était le produit d'une influence politique plus définie du POMR dans le mouvement des masses. En revanche, dans l'assemblée populaire d'Iquitos, il y a eu effectivement des partis bourgeois ; l'APRA et la Chambre de commerce en particulier. Ce fait disqualifie-t-il l'assemblée et son front de défense en tant qu'organe de lutte des ouvriers et opprimés de la région ? Nous répondons catégoriquement non. Avec l'APRA et les commerçants de la région, l'assem-

blée peut se caractériser comme une instance d'unité d'action anti-impérialiste ou de front unique anti-impérialiste. Tous les trotskystes conviendront qu'un accord de lutte avec l'APRA et les commerçants ne viole pas les principes. Mais, demandera-t-on, était-ce un accord de lutte ? Oui, c'en était un. L'axe d'unité d'action était la lutte pour le paiement complet de l'« impôt pétrole ». Le FDPL a avancé ainsi la revendication : « Cela fait deux ans aujourd'hui qu'a été créé l'impôt et on calcule que dix milliards de soles nous sont dus. Pour ces raisons, nous exigeons :

— la remise à Ordoreto de 10 % ad valorem de la production de pétrole de notre département.

— la présence majoritaire du peuple organisé, à travers le front de défense du peuple de Loreto, dans l'organe consultatif de Ordoreto. »

Dès le 25 novembre, la première assemblée populaire d'Iquitos, avec la participation de 200 délégués ayant le droit de parole et de vote, représentant 85 sections de base, a ratifié l'axe de son programme de lutte dans ces termes :

« 1. Ne pas accepter l'évaluation de l'impôt faite par le gouvernement ;

2. Nommer, par l'intermédiaire de la junte directive élue, une commission spéciale qui détermine la méthode d'évaluation ainsi que le montant réel de l'impôt dû à Loreto.

3. Affirmer que ce sont les fronts de défense et les assemblées populaires principalement qui sont les armes fondamentales d'organisation et de mobilisation populaire contre la classe gouvernante et le gouvernement militaire. »

Un combat pour les soviets

Dans l'élection de la junte directive du front de défense se concentrait la polarisation de classes qui allait avoir lieu durant tout son développement. En effet, à l'initiative du PCP (u), une liste des secteurs patronaux s'est formée, et d'un autre côté s'est formée une liste de classe et anti-impérialiste, impulsée par le POMR et VR, à laquelle s'est joint le PCP-« Patrie Rouge », liste qui l'a emporté avec 85 % des voix. La première assemblée populaire d'Iquitos a lancé un appel à la tenue d'une assemblée populaire nationale, et a décidé la grève départementale qui a eu lieu le 4 décembre.

En raison de la participation de la bourgeoisie, cette assemblée populaire ne peut pas être considérée comme un soviétique, organe de classe du prolétariat et des opprimés où n'ont pas place les partis bourgeois. Mais cela n'est pas le problème politique sur lequel les trotskystes doivent trancher. Le problème est :

— le parti trotskyste ne doit pas être pour la présence de partis bourgeois dans les organes de lutte des masses (comme le PDPL) où ils s'infiltreraient pour les saboter ; il doit être contre.

— s'il ne peut l'empêcher, il doit combattre pour les démasquer et les expulser par la mobilisation révolutionnaire des masses. C'est ainsi qu'il faut combattre, et c'est ainsi qu'a combattu le POMR dans l'assemblée populaire d'Iquitos.

— c'est un combat pour les organes soviétiques ou pré-soviétiques.

La divergence avec le PST n'est pas dans la « caractérisation », mais dans le fait évident que les camarades se sont refusés à combattre pour les assemblées populaires et pour leur centralisation dans une assemblée populaire nationale. Prenons un exemple pour le démontrer : le refus du PST de signer l'Appel unitaire du 4 janvier 1980 du POMR, PRT, FOCEP (I), UDP, PCP (M) et du PSR (ML), qui proposait, à l'approche de la grève nationale, la formation d'un commandement unitaire de lutte et la convocation d'une assemblée populaire nationale : « Nous proposons que le FOCEP, l'UDP, le PCP (u), le PC du P (PR), la CGTP, la CCP, la CNA, les Fédérations indépendantes et toutes les organisations qui se réclament de la défense du peuple travailleur œuvrent unitairement pour une assemblée populaire nationale sur la base de délégués démocratiquement élus. »

Une réelle divergence politique

Comme nous le savons, le 6 janvier, l'UDP recule et retire sa signature de l'appel, sous la pression du stalinisme. Dans cette réunion des partis, le PST manifeste son désaccord avec l'appel en disant que « toute tentative unitaire sans la CGTP est en réalité une division ».

Ce fut l'argument cette fois-là, ce qui pour l'affaire est secondaire. Le problème de fond est que le PST s'est refusé à combattre pour la tenue d'une assemblée populaire nationale, pour la centralisation des assemblées populaires locales. Par où passait la ligne de combat pour le front unique de la classe ouvrière et des masses opprimées après le rejet de la « Motion rouge » par l'APRA-PPC et le PCP-PSR ? Quel était le mot d'ordre et l'initiative de centralisation de la classe ouvrière et du peuple opprimé contre le gouvernement bourgeois et l'impérialisme dans la période allant d'août 1978 à août 1979 ? Si nous suivons *Bandera Socialista*, la réponse serait : la lutte pour « des élections libres et démocratiques ». C'est en fonction de cette ligne que le PST s'est refusé à combattre pour la centralisation de la classe ouvrière et des masses opprimées sur leur propre terrain.

Répétons-le : c'était là la réelle divergence politique entre nos partis dans cette période.

L'assemblée populaire de 1971 en Bolivie : un organe de type soviétique

Mais nous avons l'impression qu'il y a là-dessous un autre débat par rapport aux assemblées populaires et la lutte pour l'assemblée populaire nationale. Nous le disons sous réserve, car nous n'avons pas de documents du PST. Nous nous appuyons sur des discussions orales. Disons-le directement : peut-on considérer que dans les assemblées populaires et les fronts de défense où ne participent pas la bourgeoisie, mais où il y a des paysans, des secteurs du peuple opprimé et des partis petits-bourgeois, le front unique ouvrier peut se concrétiser ? A cette question, nous répondons positivement. Qui plus est : nous disons que

dans des conditions de montée révolutionnaire des masses, ces organes prennent un caractère soviétique ou pré-soviétique. En Bolivie, l'assemblée populaire de 1971 a été un organe de type soviétique, et avec les organisations ouvrières y ont participé des représentants d'organisations syndicales et politiques de la petite bourgeoisie, comme les paysans et les étudiants. Ce fait n'a pas modifié le caractère de l'assemblée comme organe ouvrier de la lutte de la classe ouvrière pour renverser la bourgeoisie en s'appuyant sur toute la population opprimée qu'elle discipline par ses méthodes et son programme.

Les conséquences politiques de la signature de la charte du 25 août

Le POMR a intégré cette expérience du prolétariat bolivien quand il a combattu pour une assemblée populaire nationale, combat qui procédait de la nécessité de centraliser le prolétariat et les masses opprimées contre le gouvernement militaire, en assimilant dans ce combat le refus des masses de l'Assemblée constituante aux ordres. C'est ainsi qu'aux rencontres pour une assemblée populaire nationale — parmi lesquelles il faut souligner en particulier la II^e, celle des 29-30 juin 1979 — se sont trouvées représentées des organisations de la classe ouvrière et des organisations de la lutte des couches opprimées comme les paysans. Il en avait été ainsi dans toutes les assemblées populaires locales de cette période. Il en est ainsi aujourd'hui par exemple avec le front de défense de Huancavelica, dont la colonne vertébrale est la fédération régionale des mines et de la métallurgie, mais où participent les quartiers populaires et les communautés paysannes. Il en a été ainsi à Moquegua, à Chimbote, à Pulcalpa, et aussi à Lambayeque, où se sont réunis en assemblée

populaire des délégués de 57 organisations, parmi lesquelles il y avait la CCP et la CNA de la région.

Ici, le mécanisme de l'hégémonie du prolétariat sur les masses opprimées, du front unique de la classe ouvrière dirigeant le peuple opprimé ne se trouve-t-il pas enfermé ? Bien sûr que si.

Au II^e Congrès, il y a eu un rapport sur le combat pour l'assemblée populaire nationale et nous avons établi les faiblesses du POMR au cours de ce grand combat de classe et révolutionnaire. Nous ne reviendrons globalement pas dessus. Nous voulons cependant revenir sur un aspect fondamental : la charte d'août et la non-tenue de l'assemblée populaire nationale prévue pour les 29 et 30 septembre, tenue qui avait été approuvée par les 125 organisations ouvrières et populaires qui se sont réunies à la rencontre de juin. Nous pouvons dire que la racine politique du démantèlement du combat pour l'application de cet accord a résidé dans l'adhésion du parti à la charte du 25 août. Cela parce que le parti a politiquement dévié, en signant aux côtés de deux groupes bourgeois Frenatraca et ARS, une formule gouvernementale qui ne stipulait pas l'exclusion de la bourgeoisie. Il ne fallait pas signer, même si la charte parlait de la convocation (sans date) d'une rencontre nationale des fronts de défense. Le mécanisme de l'adaptation est devenu évident dans le fait que le parti s'est limité à « exiger » que la rencontre soit convoquée, et nous avons abandonné notre plan, notre combat pour l'assemblée populaire des 29-30 septembre.

Ce furent les conséquences politiques de la signature de la « charte unitaire », du 25 août : la renonciation au combat pour l'assemblée populaire des 29 et 30 septembre. C'est sûr : ce n'aurait pas été « L' »

assemblée populaire, sabotée par toutes les directions majoritaires, mais elle serait devenue un point de combat pour l'indépendance de classe du prolétariat face à la capitulation de ses directions. Faire le pas signifiait le renforcement politique du POMR.

En conclusion

Du combat de classe et révolutionnaire de notre parti pour les assemblées populaires et pour l'assemblée populaire nationale, nous pouvons tirer en conclusion : — les accords de front unique avec d'autres partis ouvriers ou petits-bourgeois doivent toujours viser à la mobilisation et à l'organisation autonome, indépendante, du prolétariat et des masses opprimées. — les accords avec ces partis pour la réalisation d'assemblées populaires — comme à Moquegua — représentent la réalisation du front unique sur le terrain des soviets. — l'hégémonie du prolétariat s'affirme — comme cela est arrivé clairement en particulier à Chimbote — à travers la mise en pratique de ses propres méthodes, comme la grève et les piquets ouvriers, pour le combat pour la satisfaction des revendications. — le parti ouvrier doit se prononcer contre le fait que des partis bourgeois s'intègrent aux fronts de défense ou assemblées populaires, et combattre pour leur expulsion sur la base de l'expérience des masses, s'il ne peut pas éviter l'entrée de ces partis. — ce n'est que par un combat conséquent pour le gouvernement ouvrier et paysan sans représentants de la bourgeoisie que peut être menée jusqu'au bout la bataille pour l'auto-organisation des masses dans des organes de type assemblée populaire.

GONZALEZ

Intervention du camarade de l'OST (Algérie)

« Nous avons avancé depuis des années le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, mais nous allons plus loin »

Camarades, je voudrais intervenir brièvement parce que je n'ai pas eu le temps de lire de façon approfondie ce texte. Je voudrais en dire l'impression générale surtout. C'est que, c'est extrêmement important pour nous, on y sent des hésitations, une espèce de vacillation devant peut-être des pressions, parce qu'on a été traités de révisionnistes.

Et en particulier ce qu'a dit le camarade Lambert, la question de la définition du FOCEP ; il y a des moments où on sous-entend qu'en fait c'était le front unique ouvrier, qu'en même temps c'était le Front unique anti-impérialiste. Je dis ça simplement parce que je pense que la discussion sur le FUA doit se continuer. Mais pour qu'elle puisse se continuer au niveau de toute notre organisation internationale, en partant du document des camarades du POMR, elle doit poser toutes les questions du FUA, toutes les questions. Et pour ne prendre qu'un exemple, elle doit poser par exemple la question du FUA dans le cas d'un gouvernement Cardenas. Je le prends comme exemple parce que ce sont des questions qui sont différentes : la question du FUA, d'une façon générale et de façon circonstanciée, nous avons d'autres cas, qui sont le cas de Cardenas ou Alvarado, qui est une question particulière là-dedans. J'ai pris uniquement cet exemple pour dire que nous devons aborder sereinement, complètement cette question, et aller jusqu'au bout de la discussion (...).



Mars 1981 : une banderole en kabyle à l'Université de Tizi-Ouzou.

La Constituante souveraine

C'est que chez nous, Boumediene, en 1971, tout de suite et presque en même temps que les pétroles, a fait une réforme agraire. Alors je passe sur le caractère bourgeois, limité, etc. Mais on l'a définie comme si ce n'était rien. Comme s'il n'y avait rien, un petit truc comme ça. En fait, bon, c'était une réforme agraire — qu'eux, bien sûr, appelaient révolution —, mais qui entraînait à un moment donné le pouvoir de Boumediene à enlever des terres ou une partie des terres à des gros propriétaires, et on ne pouvait pas rester spectateurs dans ce mouvement.

Je n'ai pas le temps de décrire la situation institutionnelle de l'Algérie. Pour l'instant, la lutte démocratique commence à s'exprimer (Kabylie) mais sans qu'elle soit prise en charge par des partis légaux. Nous avons avancé depuis des années le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, mais nous allons plus loin. Et si vous permettez, nous posons comme première question que nous sommes inconditionnellement pour la chute du régime de l'arbitraire, de la corruption, de la soumission à l'impérialisme.

Sur la base de la lutte pour la Constituante souveraine, nous sommes

prêts à passer avec les groupes, organisations, personnalités, des accords sur ces points. Avec toutes les organisations. Et je dis qu'il ne faut pas se cacher. En arabe, on dit qu'on ne peut cacher le soleil par un tamis. Quand on parle du FUA, et c'est aussi apparent dans le texte des camarades du POMR, on parle de front avec les organisations, et puis les organisations petites-bourgeoises. Non. Il faut dire : le front unique anti-impérialiste passe aussi, cela dépend des cas, par des accords avec des organisations, bourgeoises.

Alors, maintenant on peut discuter de la définition de la petite bour-

geoisie, mais quand on dit petites-bourgeoises, cela veut dire qu'on ne va pas jusqu'au bout de notre réflexion.

Je vais bientôt terminer. J'ai parlé de la situation de la nationalisation des pétroles en 1971. Aujourd'hui, c'est totalement différent. Pourquoi ? Je vais vous donner un exemple précis.

Aujourd'hui en Algérie, c'est la fin du mois de décembre, le gouvernement est en train de faire la loi de finances, c'est-à-dire le budget, et le gouvernement écrit dans son journal officiel : « Le gouvernement algérien, étant donné la situation sur le marché mondial, le 15

décembre 1981, est incapable de fixer les recettes », c'est-à-dire la deuxième partie du budget pour l'année 1982. C'est-à-dire qu'il avoue publiquement sa soumission totale à l'impérialisme et son incapacité à s'en sortir. Sur cette base, camarades, il y aura des réactions dans les mouvements, chez les personnalités nationalistes se réclamant de la lutte anti-impérialiste. Et sur ce point-là, nous sommes prêts à soutenir et à participer à un accord avec quiconque se battra sur ce terrain.

Je vais terminer par une question qu'avait soulevée le camarade Lambert et qui pour moi est importante. Parce que ce sont toutes ces questions démocratiques sur lesquelles il faut aller jusqu'au bout. Favre a cité la question de l'Eglise et de la République. Nous, en Algérie, nous avons une Constitution qui, dans son article 3, dit : « La religion de l'Islam est la religion de l'Etat. » Et

nous avons donc un ministère des Affaires religieuses. On avait pris position sur l'indépendance, la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Deux exemples

Mais il s'est passé dernièrement deux événements concrets, et vous allez voir qu'ils sont contradictoires mais que, dans les deux cas, nous posons le problème de la même façon.

Il y a en Algérie un mouvement religieux, comme dans les autres pays arabes, qui apparaît. Un mouvement religieux qu'on appelle intégriste, réactionnaire, qui apparaît et qui entraîne des masses derrière lui et qui en train d'investir l'équivalent de l'Eglise en Algérie, c'est-à-dire la mosquée.

Dans ces mosquées, le prêtre, l'imam, est nommé par l'Etat, il est

financé par l'Etat. Ces intégristes, dans les mosquées, tiennent des assemblées générales, et sur la base d'une assemblée générale religieuse, ils destituent l'imam en disant qu'il n'est pas possible qu'il soit payé par l'Etat, qu'ils veulent mettre un gars choisi par leur propre communauté religieuse. C'est allé très loin. C'est allé, dans une ville qui s'appelle Laghouat, à une insurrection dans la ville avec la réponse de l'Etat, c'est-à-dire la police, l'armée, trois jours de couvre-feu, des blessés, des emprisonnés.

L'autre événement, c'est que le gouvernement a essayé dernièrement de passer un texte qui s'appelle chez nous le Code de la famille. Qu'est-ce que c'est ? C'est un vieux projet qui date de 1964 et qui a toujours été bloqué, mais l'idée est celle-ci : régler les relations familiales, de l'homme et de la femme, des enfants, par un texte législatif.

Evidemment, et ils le disent : on s'appuie sur l'Islam. Alors évidemment, cela donne que la polygamie est autorisée et j'en passe. La femme ne peut travailler qu'avec l'autorisation de son mari, etc.

Nous avons posé (c'est le début de l'éditorial de notre dernier bulletin) la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est-à-dire que dans la question du Code de la famille, nous n'avons pas répondu de façon abstraite. Nous avons répondu : de quoi a besoin le peuple ? Ce n'est pas d'un Code de la famille, c'est d'un Code civil. Et après, on développe : on ne peut pas les réaliser avec cette Assemblée, seule une Assemblée constituante, etc.

Mais nous répondons positivement à cette question : le Code civil. Et face à la question religieuse, nous disons : les gars qui

vont faire la prière dans leur mosquée, s'ils veulent désigner leur imam eux-mêmes, c'est leur affaire. Et sur cette base, nous repartons : séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est-à-dire que même vis-à-vis des religieux, des masses qui vont à la mosquée, nous leur disons : nous pouvons combattre sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Je m'arrête là-dessus parce que j'ai donné cet exemple pour aller jusqu'au bout de notre réflexion. Et je dois dire par là que je suis entièrement d'accord, évidemment pour que cette discussion soit menée jusqu'à son terme. A son terme, pas dans le sens de la finir, mais que nous l'abordions complètement, c'est-à-dire comme si nous avions, en partant du texte des camarades du POMR, la question du FUA devant nous. Et nous la traitons en trotskystes, avec toutes les implications qu'elle donne et les exemples historiques qu'elle donne.

L'intervention du camarade Favre

« Un débat d'une importance majeure »

Le débat que nous avons commencé sur le front unique anti-impérialiste revêt une importance majeure, en particulier pour le combat pour la construction d'organisations trotskystes ayant une influence de masse dans les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux. L'objectif de cette discussion doit être de répondre de façon sérieuse aux multiples problèmes particuliers que pose la lutte pour la révolution prolétarienne dans ces pays, partie constituante de la révolution socialiste mondiale. S'il y a quelque chose, à mon avis, qui concentre des positions d'abandon du programme de la IV^e Internationale de la part de Moreno, celle-ci s'exprime de façon très nette dans sa position devant — je dirais — la question nationale en général, le problème de la révolution permanente et son application pour les pays coloniaux et semi-coloniaux.

L'abandon pur et simple des mots d'ordre démocratiques

Les camarades de la direction du PST péruvien ont affirmé dans leur texte : « Nous pensons qu'il est fondamental de discuter sur ce qu'a représenté le FOCEP et les causes qui ont amené à sa débâcle. La clé pour nous réside dans le fait que le POMR, en ne centrant pas le programme du FOCEP sur l'indépendance de classe mais sur les mots d'ordre mentionnés : "Assemblée constituante souveraine" n'a pas aidé à la tâche d'affronter les positions collaborationnistes et démocratiques bourgeoises du secteur petit-bourgeois dirigé par Ledesma, qui a profité de la place que le POMR lui-même l'a aidé à occuper pour chercher à transformer le FOCEP en un front de collaboration de classes. »

Qu'est-ce qu'exprime ce passage ? Ce passage exprime l'abandon pur et simple des mots d'ordre démocratiques et celui qui couronne l'ensemble des mots d'ordre démocratiques et nationaux, celui d'"Assemblée constituante souveraine", de la part de la direction du PST, laissant par là même à la bourgeoisie, quoiqu'il s'en défende, le soin d'avancer ces mots d'ordre et de tromper les masses. Mais si cela est un aspect, l'autre aspect est, combiné avec celui-là, que le PST s'est opposé au mot d'ordre d'"Assemblée populaire" et d'"Assemblée populaire nationale" comme étant un mot d'ordre gauchiste, c'est-à-dire tout à la fois abandon des mots d'ordre démocratiques et abandon de la lutte pour les soviets, et cela n'a qu'un commun dénominateur : subordination à la bourgeoisie nationale.

La racine politique et théorique de toutes les capitulations auxquelles la direction du PST péruvien s'est prêtée et dont nous avons eu ailleurs, dans d'autres organisations, cette même reproduction, se trouve précisément dans cette analyse. Parce que n'oublions pas que le PST, lui, avait une politique qui n'était pas l'"Assemblée constituante souveraine", qui n'était pas les soviets, mais qui était par contre la demande de la réalisation d'élections générales pour un président de la République, pour un Parlement, c'est-à-dire que le contenu concret qui traduisait la politique du PST à partir de cet abandon sur le mot d'ordre de « Constituante souveraine » et de lutte pour l'Assemblée populaire n'était ni plus ni moins que la tentative de démocratisation du régime de la dictature militaire, c'est-à-dire de soutien à la fameuse « transition », au fameux « processus de démocratisation » qui a été de ce point de vue une politique qui a été appliquée non seulement au Pérou, mais que sous une autre forme nous avons vu mise en œuvre en Espagne de la part du PST espagnol.

Moreno a tenu à l'affirmer, à lui donner un contenu théorique, à cette révision, dans une intervention qu'il a faite à la réunion avec le bureau politique du POMR, qui a été enregistrée, qui a été transcrite et dont nous avons les bandes enregistrées (Je dis cela parce que Moreno a une longue tradition d'enregistrer des réunions et de menacer tout le monde avec la publication de ce qu'il a enregistré, comme ça a été le cas de sa part dans l'interview de Mandel à Topovjejo où il a fait une campagne internationale en disant qu'il avait les bandes de cette interview et que donc il allait les publier pour démontrer à quel point Mandel avait fait abandon de la morale prolétarienne.)

« Une position de révolution en deux étapes »

Que dit Moreno ? Il affirme : « Je crois que, oui, l'Internationale communiste a eu une position de révolution en deux étapes pour les pays arriérés, semblable à celle de Lénine jusqu'à l'année 1917, jusqu'à ce que s'ouvre 1917, et que Trotsky s'est plié à la ligne de Lénine d'avant l'année 1917 ; que la théorie de la révolution permanente des années 1905-1906 est une théorie pour l'URSS, c'est tout, et que Trotsky formule la théorie de la révolution permanente seulement en 1928, et qu'il l'affirme pour la première fois en septembre 1927, dans un article sur la Chine, bien qu'il se préparait déjà. » C'est simple et ça a l'avantage de concentrer.



Lima, 29/30 juin 1979 : deuxième rencontre pour une assemblée populaire nationale.

C'est un avantage d'ailleurs parce que Moreno n'a pas peur, quand il pense des choses, de les affirmer nettement, et là je crois qu'effectivement, il affirme nettement ce qui d'ailleurs a été des positions assez répandues parmi ceux qui se réclament de la IV^e Internationale en ce qui concerne le front unique anti-impérialiste. Mais, ce faisant, Moreno ne fait qu'affirmer que la défaite, de la révolution chinoise était le produit de la III^e Internationale de Lénine et de Trotsky, puisque précisément, selon Moreno, ce que Staline a fait dans la révolution chinoise c'était d'appliquer la conception de la théorie par étapes qui était incluse dans les thèses de la III^e Internationale, qui était incluse dans les positions que Lénine avait défendues pour les pays coloniaux et semi-coloniaux. Moreno ajoute que la théorie de la révolution permanente, Trotsky ne l'a élaborée pleinement qu'à partir de 1928, en abandonnant, par la critique de la révolution chinoise à partir de sa défaite cette conception de la révolution par étapes qui était la sienne.

Dans le tome XI des Œuvres de Trotsky qui vient de sortir, répondant à un camarade de la section américaine qui lui posait la question suivante : « Comment traiter le mieux la très importante question coloniale, une question fondamentale que nous avons totalement ignorée jusqu'à présent ? », Trotsky déclare : « Il est essentiel d'étudier les quatre premiers congrès de l'Internationale commu-

niste, en outre les thèses générales de la IV^e Internationale sur la question coloniale serviront à indiquer la ligne générale. Mais l'application concrète en sera déterminée par la situation particulière. » Ce n'est pas d'ailleurs en 1928 mais en 1936-1937 que Trotsky, polémiquant contre la tendance œhleriste dans le parti américain, qui affirmait par rapport à la Chine que Trotsky capitulait devant le gouvernement de Tchang Kaï-Chek dans la mesure où il se plaçait dans son camp contre l'impérialisme japonais, rappelle : « Les œhleristes ne comprennent rien aujourd'hui parce qu'ils n'ont rien compris à ce qu'était ma position en 1927. Je n'étais pas contre un bloc avec Tchang Kaï-Chek — et cela est dit en 1937 —, j'étais contre la subordination du Parti communiste à la bourgeoisie nationale, et c'est pour cela qu'aujourd'hui, je suis non seulement pour un bloc avec Tchang Kaï-Chek contre l'impérialisme japonais, dans les circonstances actuelles, mais comme nous n'avons pas la force de mener cette guerre tout seuls, nous devons le faire sous la discipline militaire de Tchang Kaï-Chek. » La position de Trotsky est claire, c'est une continuité avec les bolcheviques.

La position de l'Internationale communiste

Camarades, il est nécessaire de rappeler que déjà à l'occasion du Deuxième Congrès de l'Internatio-

nale communiste, celle-ci a adopté une résolution qui se plaçait, bien que non entièrement développée, sur le terrain de la révolution permanente, en ce qui concerne les pays arriérés. Dans le point 9 de cette résolution, il écrit : « La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées, et dans les différentes périodes du mouvement, leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir. Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux, à la question agraire, les principes communistes. Dans son premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres, mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doit être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des soviets et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers. Ces soviets devront travailler en étroite collaboration avec la République soviétique (...) pour atteindre la victoire sur le capitalisme dans le monde entier. »

Qu'est-ce qui se trouve là clairement exprimé de la part de l'Internationale communiste ?

1) créer un noyau de partis communistes qui défendent les intérêts généraux du prolétariat,

2) appuyer de toutes ses forces le mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement, mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national.

Nous avons là, de la part de l'Internationale communiste, une compréhension que c'est seulement dans le combat conséquent au sein des masses dans le mouvement national contre l'impérialisme, que le Parti communiste doit combattre pour devenir la tête de ce mouvement et diriger à travers les diverses phases révolutionnaires le prolétariat à son propre pouvoir s'appuyant sur ce mouvement national.

Romero, dans son article, je voudrais y faire référence, se trouve prisonnier d'une contradiction. Il a voté comme Moreno les *Thèses*, dont la thèse sur le front unique anti-impérialiste. Et il est lui-même, comme Moreno, contre cette thèse. D'ailleurs, dans la lettre au comité central du POSI, Moreno dit à ce propos : « *Un autre exemple, j'ai dénoncé et continue à dénoncer la position de Pierre et Felipe, sur le front unique anti-impérialiste, comme étant complètement révisionniste. Durant plusieurs périodes de ma vie, j'ai eu moi-même une position semblable à celle de ces camarades. Et un jeune camarade a polémique durement, au début des années 1950, avec moi et mon parti, en disant que j'étais révisionniste, parce que je défendais la ligne du front unique anti-impérialiste.* » Ce n'est pas donc telle intervention de Favre, c'était le fait que lui-même considérait la ligne du front unique anti-impérialiste comme révisionniste (c'est en 1973 que Moreno défendait contre Mandel cette ligne du front unique anti-impérialiste - voir encadré).

Romero procède, bien sûr, avec des méthodes semblables à celles de Moreno en faisant des citations de mon intervention, qui n'avait pas pour but de présenter une thèse sur la question du front unique anti-impérialiste, ni sur la question de la révolution dans les pays arriérés. Il fait des déformations. Mais derrière cela, il se dégage quand même une orientation. Pour Romero, il n'y a pas de distinction à opérer entre la bourgeoisie nationale des pays arriérés et la bourgeoisie impérialiste, ou plutôt la seule distinction que l'on peut établir entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie impérialiste, c'est la même que celle que nous pouvons établir entre les différentes bourgeoisies impérialistes. Parce que, camarades, il n'existe pas à proprement parler une bourgeoisie mondiale, comme classe unifiée à l'échelle internationale, bien qu'en même temps, c'est la bourgeoisie à travers la création du marché mondial qui a créé pour

ainsi dire les premiers éléments allant dans le sens d'une unité du monde dans son ensemble. Mais le propre du régime capitaliste c'est que précisément il s'appuie sur l'existence de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux. Et ces barrières constituent pour la bourgeoisie nationale des barrières infranchissables, et en même temps, le développement des forces productives va, lui, au-delà de ces barrières nationales et de cette propriété privée des moyens de production. De ce point de vue, la concurrence entre les différentes bourgeoisies pour l'appropriation de la plus-value est une constante de la guerre économique que se livrent les bourgeoisies de chaque pays entre elles. Il y a, de ce point de vue, une différence extraordinaire entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie nationale. Elles n'occupent pas la même place dans le marché mondial et elles n'occupent pas la même place non pas parce que certains sont plus forts et d'autres plus faibles, mais parce que leur accès au marché mondial est complètement différent.

« Une classe à demi dirigeante et à demi opprimée »

La bourgeoisie impérialiste accède au marché mondial à partir de son contrôle sur son propre marché national et de ses propres colonies ou semi-colonies, tandis que la bourgeoisie des pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux accède, subordonnée aux besoins de la bourgeoisie impérialiste, à sa division du monde, à son contrôle sur l'économie mondiale dans son ensemble. Trotsky écrit : « *Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le régime intérieur a un caractère principalement bourgeois mais la pression de l'impérialisme étranger change et altère tellement les structures économiques et politiques de ces pays que la bourgeoisie nationale, même dans les pays politiquement indépendants de l'Amérique du Sud, n'arrive que partiellement à la situation de classe dirigeante. La pression de l'impérialisme sur les pays arriérés ne change pas en vérité leur caractère social fondamental, car le sujet et l'objet de la pression ne représente que des niveaux différents du développement d'une même société bourgeoise. Néanmoins, la différence entre l'Angleterre et l'Inde, le Japon et la Chine, les USA et le Mexique est si grande que nous établissons une distinction rigoureuse entre les pays bourgeois oppresseurs et opprimés et que nous considérons comme de notre devoir de soutenir les seconds contre les premiers. La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux représente une classe à demi-dirigeante et à demi-oppriée.* »

Dans un autre texte, Trotsky réaffirme encore : « *L'humanité*

actuelle, sans exception, depuis les ouvriers anglais jusqu'aux nomades éthiopiens, vit sous l'oppression de l'impérialisme. Il est impossible d'oublier cela un seul instant. Mais cela ne veut dire en aucune façon que l'impérialisme se manifeste dans tous les pays de la même façon. Non. Quelques pays sont les champions de l'impérialisme et d'autres sont leurs victimes. C'est la ligne fondamentale de démarcation entre les nations et les Etats contemporains. »

Camarades, en réalité, derrière la position de Moreno à laquelle j'ai déjà fait référence, sur les thèses de la III^e Internationale, se cache une conception. Et cette conception, c'est que depuis que la III^e Internationale a établi ses thèses, l'impérialisme a connu un développement tel qu'il a fini par éliminer ce qui constituait pour Lénine un des traits caractéristiques de l'impérialisme. Quand Lénine analyse l'impérialisme, il énumère plusieurs de ses caractéristiques : fusion du capital industriel et du capital bancaire, etc., et donne comme un des aspects fondamentaux de l'impérialisme la division du monde entre nations qui oppriment et nations opprimées. Or, camarades, selon la conception de Moreno, le développement de l'impérialisme depuis la mort de Lénine a créé une telle situation que non seulement il a éliminé cette division du monde entre nations opprimées et nations qui oppriment, qu'il a développé à tel point les forces productives qu'il a fini par liquider les tâches nationales et démocratiques non accomplies, qui ont été réalisées d'une certaine façon par l'impérialisme lui-même, non pas à travers la réalisation des révolutions démocratiques bourgeoises, mais à travers un tel développement industriel qu'il élimine, annule l'oppression nationale. Et là il y a un commun dénominateur entre les positions concernant non pas les pays coloniaux et semi-coloniaux, mais le Pays Basque et la lutte du peuple basque par rapport à l'Etat centralisateur et les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Deux derniers points

Je voudrais aborder deux derniers points rapidement.

Romero, dans son article, affirme que le camarade Favre n'a fait aucune mention de la lutte pour le front unique ouvrier, ce qui prouve que pour lui la question du front unique ouvrier ne se pose pas pour les pays arriérés. Comme dans mon intervention j'ai insisté sur la nécessité de l'auto-organisation des masses et sur les soviets, sur la nécessité d'opposer le prolétariat à la bourgeoisie nationale, d'opposer les soviets à la démocratie bourgeoise, et sur l'impossibilité d'un programme gouvernemental commun entre la bourgeoisie et le prolétariat, ce qui implique que tout front avec les représentants politiques de la bourgeoisie a un caractère précis, limité et circonstanciel, la seule signification de l'affirmation gratuite du camarade Romero, c'est que pour lui les soviets ne sont pas l'expression la plus élevée du front unique ouvrier. Pour Romero, front unique anti-impérialiste et soviets étaient la position de Staline pour la Chine.

Mais Trotsky n'a pas cette même appréciation sur ce qu'était la politique de Staline en Chine parce que non seulement, comme je l'ai rappelé, Trotsky ne s'était pas opposé et il ne s'opposait pas à la réalisation d'un accord avec le Kuomintang, mais à la subordination du Parti communiste et à sa dissolution au sein du Kuomintang. Dans *L'Internationale communiste après Lénine*, Trotsky dit : « *Il ne fut même pas question de cela en Chine, car le mot d'ordre de soviets fut qualifié de trotskyste, précisément au cours de la période où il*

aurait dû devenir l'axe de tout le mouvement (...). Oui, nous exigeons qu'on aborde en Chine la création des soviets, comme l'organisation des ouvriers et des paysans, qui avait sa valeur propre au moment où le flot montait. » Et là, la question de l'Assemblée populaire au Pérou, de l'Assemblée nationale est importante du point de vue de notre propre bilan.

La question c'est que le POMR s'est subordonné aux partis petits-bourgeois dans la question de la convocation de l'Assemblée populaire nationale à Lima, s'est limité à exiger de ces partis qu'ils la convoquent, qu'il s'est refusé à assumer ses responsabilités au moment où il y avait 125 organisations syndicales, politiques, de la classe ouvrière qui s'étaient prononcées pour cela, qui avaient fixé une date pour la convocation de cette conférence,

date qui était déjà tardive par les hésitations du POMR lui-même à mener le combat sur l'Assemblée populaire nationale, et par là même à lui-même assumer la responsabilité de ne pas convoquer ces organisations. Je ne dis pas que si le POMR avait convoqué à cette Assemblée populaire nationale, elle aurait été le soviets réuni. Mais il aurait assuré par là même la continuité d'un combat politique contre la dictature militaire et le point d'appui pour le mouvement des masses et sa continuité. Et le POMR qui, correctement, du moment de l'installation de l'Assemblée constituante, avait lancé l'orientation d'Assemblées populaires et la perspective de l'Assemblée populaire nationale, au moment où il fallait concrétiser cette perspective, l'a reportée systématiquement.

Extrait de : « Parti mandéliste ou parti léniniste ? » de N. Moreno

Cette position de Lénine a été développée beaucoup plus par le IV^e Congrès de l'Internationale communiste, dans les fameuses *Thèses d'Orient*, où est formulée la stratégie du front unique anti-impérialiste.

Il y est dit catégoriquement : « *Se rendant bien compte que dans diverses conditions historiques, les éléments les plus variés peuvent être des porte-parole de l'autonomie politique, l'Internationale communiste soutient tout mouvement nationaliste révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. De la même façon, il est indispensable de forcer les partis nationalistes bourgeois à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire. Le refus des communistes des colonies à prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste — sous prétexte de la "défense" exclusive des intérêts de classe — est la conséquence d'un opportunisme malsain qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient.* » (*Les Quatre Premiers congrès*, page 175).

Il est évident que, pour Lénine, le fait de savoir qui dirige le mouvement est secondaire ; ce qui est important, c'est le fait de savoir s'il lutte contre l'impérialisme. S'il en est ainsi, « nous soutenons tout mouvement nationaliste », même si les féodaux le dirigent, sans parler de la bourgeoisie nationale. Nous sommes d'accord, avec Lénine, pour soutenir tout mouvement qui lutte contre l'impérialisme, et nous ne soutenons pas les mouvements nationalistes qui s'appuient sur lui, comme le sionisme. Pour Germain, nous ne devons pas agir ainsi : nous ne soutenons les mouvements nationalistes que dans les cas exceptionnels où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationaliste n'y participent pas. Si elles y participent, nous ne les soutenons pas. Et le prétexte qu'il donne pour défendre cette politique sont les « objectifs autonomes de classe », quelque chose de très semblable à la « défense exclusive des intérêts de classe » que Lénine dénonçait comme de l'« opportunisme malsain ».

Trotsky, héritier des enseignements de Lénine, éclaire encore plus le critère léniniste, en soutenant le mouvement nationaliste quelle que soit sa direction : il élimine directement de sa ligne politique l'ajout « révolutionnaire » qu'a apporté Roy aux mouvements nationalistes, il considérait que l'idéologie de Sun-Yat-Sen était progressiste parce qu'elle était nationaliste.

Voyons ce que disait Trotsky : « *Le mouvement nationaliste en Orient est un facteur progressiste dans l'histoire mondiale. La lutte pour l'indépendance de l'Inde est hautement progressiste, mais nous savons tous que c'est une lutte avec des objectifs nationalistes bourgeois limités. La lutte pour la libération de la Chine — l'idéologie de Sun-Yat Sen est une lutte démocratique avec une idéologie progressiste, mais bourgeoise finalement. Nous sommes d'accord avec le soutien communiste au Kuomintang chinois, que nous sommes en train de révolutionner.* » (*The Chinese Revolution*, 1938, Pathfinder Press, 1971, page 8).

« *Voyons la Turquie abolissant le califat, et Mac Donald le rétablissant. Cela n'est-il pas un exemple notable du menchevisme contre-révolutionnaire de l'Occident et du démocratisme nationaliste bourgeois progressiste de l'Orient ? En Afghanistan, se déroulent aujourd'hui les faits les plus dramatiques : l'Angleterre tente de remettre le pouvoir aux mains des éléments les plus arriérés et réactionnaires, imbus des pires préjugés du pan-islamisme, du califat, etc. L'appréciation correcte de ces deux forces en lutte vous permettra de comprendre pourquoi l'Orient se rapprochera de plus en plus de nous, de l'Union soviétique et de la III^e Internationale.* » (idem, page 9).

La position de Trotsky par rapport aux mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois latino-américains réaffirme ce qui est dit précédemment. C'est de la sympathie envers Cardenas et envers l'APRA péruvien. Cette position se concrétise dans cette résolution de notre Internationale : « *Dans la lutte contre l'impérialisme étranger au Mexique, la direction de la LCI (groupe Galicia), au lieu de mettre tout l'accent dans leur agitation sur la lutte contre les bandits nord-américains et britanniques, a mis bien plus l'accent sur le régime national-bourgeois de Cardenas, en l'attaquant d'une manière tendancieuse, sectaire, et, étant donné les circonstances, objectivement réactionnaire.* » (*Documents of the Fourth International*, Pathfinder Press, 1973, page 273).

Germain révisé Trotsky, le marxisme, mais pas seulement sur le terrain de la conception générale, il le fait aussi dans les cas concrets qu'il prend pour exemples. Selon le camarade Germain, le trotskysme est contre le nationalisme catalan, parce que c'est un mouvement dans lequel participe la bourgeoisie. Voyons ce qu'a dit Trotsky sur le mouvement nationaliste catalan :

« *J'ai déjà écrit que dans l'étape présente, le nationalisme petit-bourgeois catalan est progressiste, mais seulement à une condition : qu'il développe son activité en dehors des rangs communistes et qu'il subisse toujours les coups de la critique communiste.* » « *Le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste : le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette différence, ou qui l'ignore, ou qui ne l'explique pas à l'avant-garde, mais qui au contraire couvre sa signification, court le risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être perdu pour la cause de la révolution prolétarienne. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de l'impérialisme bourgeois de la nation dirigeante contre le nationalisme démocratique révolutionnaire de la petite-bourgeoisie d'une nation opprimée.* » (Trotsky, *The Spanish Revolution*, pages 115 et 110 respectivement).



Lettre de Luis Favre, Nahuel Moreno et Pierre Lambert aux délégués

Texte adopté à l'unanimité par

CHERS camarades, les trois membres du secrétariat du Comité exécutif se sont réunis pour discuter de la situation au Pérou. Ils ont décidé de vous présenter cette déclaration qu'ils soumettent au vote des deux congrès.

Nous tenons à vous rappeler que dans les conditions actuelles du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les divers organes de la IV^e Internationale (Comité international), (Comité exécutif, Conseil général), s'interdisent d'imposer l'unification aux sections dans un pays donné. Non que nous condamnions par principe l'intervention des organes de l'Internationale dans la vie des sections. Le centralisme démocratique que nous voulons reconstruire équivalant à la reconstruction de la IV^e Internationale comme parti mondial, n'interdit aucunement l'intervention des organes de direction dans la vie des sections.

Le Conseil général, dans sa session de mai 1981, a formellement précisé les conditions de l'exercice du centralisme démocratique à l'échelle du parti mondial de la révolution socialiste, et à l'échelle d'une section nationale. Les modalités différentes de l'application des mêmes principes du centralisme démocratique à ces deux niveaux (international et national) visent à préserver un fonctionnement réellement démocratique de la IV^e Internationale. Contrairement à ce qui existait dans la IV^e Internationale des années 1945/1952-1953, où, sous la direction de Pablo, les méthodes de type zinovéviste utilisées dans l'Internationale communiste de 1923 à 1925 ont progressivement étouffé la libre discussion. Ce problème a été jugé si important qu'il a fait l'objet d'un amendement adopté par le dernier Conseil général qui sera inclus dans les Thèses.

Cela dit, nous admettons tous que la IV^e Internationale (Comité international) ne peut fonctionner à l'instar du Secrétariat unifié qui fonctionne comme une fédération de partis, de fractions, sous-fractions et cliques, en divergence sur tout, bien que sur une même approche révisionniste.

Notre méthode, celle de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, est de dire clairement les choses telles qu'elles sont. C'est pourquoi nous tenons à vous préciser dans les points suivants notre position.

Un obstacle à la discussion

1.- Nous estimons profondément incorrecte la méthode de la direction du POMR. Le 2 juillet 1981, deux semaines avant le congrès d'unification, la direction du POMR a introduit un document, jugé par elle si fondamental qu'il a fait l'objet d'une publication dans un bulletin intérieur édité à la veille des congrès. Nous posons la question à la direction du POMR : comment était-il possible d'organiser dans des délais si courts une discussion sérieuse sur des problèmes aussi importants que ceux soulevés dans le document ?

La réponse est claire : cela était impossible. Par là même, l'introduction de ce document à la veille du congrès ne pouvait qu'aboutir non seulement à exclure les militants des deux partis de la discussion, mais également à dresser un obstacle à la discussion au niveau des directions. Pour que soit réalisée une unification réelle — non

une unification où se juxtaposent deux fractions — il était donc nécessaire de créer les conditions d'une réelle discussion, base d'une réelle homogénéisation indispensable aux tâches pour la construction d'une puissante section unifiée intervenant positivement dans la lutte des classes. C'est pourquoi la proposition de la direction du PST de repousser le congrès d'unification était correcte.

2.- Avant d'aborder les problèmes politiques soulevés par le document de la direction du POMR, nous voudrions vous dire en toute franchise combien nous considérons comme préjudiciables les conséquences de cette situation.

Du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale, à laquelle doivent être subordonnées pour les trotskystes les tâches de construction des partis nationaux, le report du congrès est indéniablement préjudiciable.

Alors que les deux organisations avaient adopté un texte commun, approuvé par le conseil général comme base de l'unification, le recul auquel nous sommes contraints aurait pu aboutir à raviver les heurts fractionnels, introduire les facteurs de méfiance d'ores et déjà disparus dans l'accomplissement des tâches librement et fraternellement discutées à tous les niveaux de l'Internationale. Cela est inadmissible.

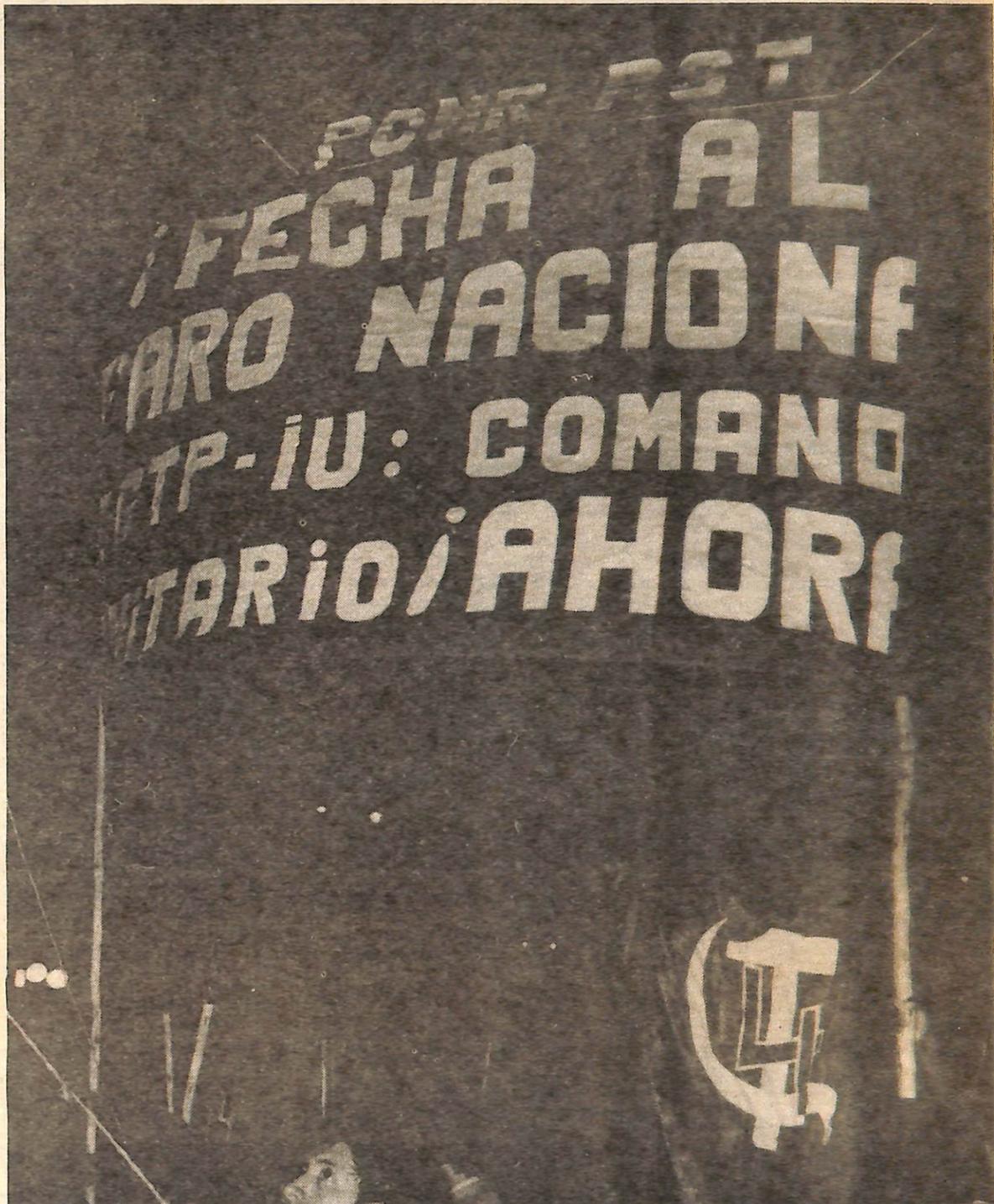
Alors qu'au Mexique, au Brésil, l'unification est programmée, après la France et le Venezuela où l'unification est déjà réalisée, alors qu'en Espagne se constituent après la discussion au conseil général les conditions de la fusion, au Pérou nous étions en droit de considérer que l'unification pouvait et devait être réalisée à la date prévue.

Il faut l'admettre, le report du congrès d'unification (alors que vous-mêmes, dans le journal commun des deux organisations que vous éditez, l'avez annoncé, alors que dans diverses publications des sections de la IV^e Internationale (Comité international) la fusion au Pérou avait fait l'objet d'articles) aura des conséquences négatives.

Cependant, nous sommes persuadés qu'animés de l'esprit de responsabilité devant l'Internationale et la classe ouvrière péruvienne vous allez, nous allons ensemble, surmonter cette situation momentanément difficile, pour marcher d'un pas plus ferme vers le renforcement de la section unifiée de la IV^e Internationale (Comité international) au Pérou.

Imposer le front unique

3.- Bien entendu, il ne saurait être question pour la direction du POMR de ne pas défendre des positions jugées par elle correctes. Comme il ne saurait être question pour nous de ne pas exposer ce que nous considérons comme juste. Nous sommes, comme nous venons de l'expliquer, en désaccord avec la méthode de discussion utilisée par la direction du POMR. Cela dit, nous sommes également en désaccord avec le document. Nous souscrivons complètement à l'appréciation formulée par le camarade Lambert, lors de la réunion du comité de liaison. Il s'agit d'un texte bâclé. Par exemple, le document se conclut ainsi : « Notre parti doit avoir une politique permanente pour combattre pour la constitution d'organes de front unique à la base. »



Bien, mais il est écrit ensuite : « Le parti trotskyste doit prendre l'initiative d'impulser la constitution de ces organes de front unique sans attendre que se réalise un préaccord avec les directions. Ne pas le faire signifie transformer la lutte pour le front unique en un « appel » à ces directions, (lesquelles sont) opposées de façon permanente à la mobilisation centralisée des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie et l'impérialisme. »

Qu'est-ce à dire ? Le front unique pour les trotskystes est une tactique « non occasionnelle » (Léon Trotsky) pour aider à la mobilisation des masses contre la bourgeoisie et l'impérialisme. C'est à partir de cette nécessité de combattre pour aider à la mobilisation des masses contre la bourgeoisie et l'impérialisme que nous proposons le front unique.

Le parti révolutionnaire propose aux directions des accords politiques au sommet, des plates-formes circonstanciées, des mots d'ordre et revendications qui répondent aux aspirations à l'unité, qui deviennent des leviers pour la mobilisation des masses. Il n'y a pas le « front unique à la base », et, détaché mécaniquement, le « front unique au sommet ». Il s'agit d'un processus global, unifié, dont le point central est

la mobilisation des masses contre la bourgeoisie et l'impérialisme, à laquelle répondent des formes d'organisation « de la base au sommet ».

S'il y a contradiction entre le front unique à la base et le front unique au sommet, il n'y a pas de front unique, puisque celui-ci pré suppose l'accord entre organisations. C'est bien pour cela que nous ne pouvons appeler les « comités » que nous constituons à la base, sans la présence des organisations qui s'y refusent, des comités de front unique. De tels comités — où les organisations traditionnelles ou officielles refusent de participer — que nous construisons, sont des organes constitués à l'initiative du parti révolutionnaire pour constituer une force capable d'aider les masses à imposer le front unique au sommet et à la base, force qui, organisée par le parti révolutionnaire, peut être dirigée vers l'affiliation au parti révolutionnaire.

Bien entendu, il y a dans ce processus des transitions, des formes plus ou moins développées, des combinaisons particulières répondant aux situations concrètes. Mais en tout état de cause, la conclusion du document du POMR que nous venons de citer glisse dangereusement sur des positions gauchistes.

Et c'est bien parce que nous estimons que la direction du POMR partage nos conceptions communes sur le front unique qu'il s'agit-là d'un texte bâclé.

4.- C'est avec la plus grande stupefaction que nous avons lu dans le document du POMR ce passage : « La tactique du front unique ouvrier ne correspond pas aux pays capitalistes arriérés, dans lesquels ne sont pas résolues les tâches nationales démocratiques, et dans lesquels — comme nous l'avons vu déjà — la seule manière d'ouvrir la voie à la révolution socialiste est en combattant pour la solution de ces tâches historiques, sous la direction du prolétariat. »

Nous sommes d'accord avec le passage de la réponse que le PST a présentée contre le document de la direction du POMR : « Nous avons lu et relu les Thèses et nous n'avons pas trouvé que celles-ci soutiennent de telles positions. Au contraire, dans celles-ci existe une Thèse complète consacrée au Front unique ouvrier dans laquelle on ne dit pas que cette tactique n'est pas valable pour les pays sous-développés. Dans cette thèse, en citant Trotsky, on dit que : « Pour sa lutte le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels, dans

réunis aux congrès du POMR et du PST du Pérou, le 17 juillet 1981

les congrès du POMR et du PST

l'enceinte d'une entreprise, que pour les luttes politiques "nationales", telles que la défense contre le fascisme. La tactique du front unique est par conséquent, non quelque chose d'occasionnel et artificiel, ce n'est pas une manœuvre rusée quelconque — mais elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat". On insiste sur le fait qu'elle n'est pas "occasionnelle" ou artificielle, c'est-à-dire que nous la considérons comme une tactique privilégiée de tout notre programme.

Ce n'est pas par hasard alors que la tactique du front unique ouvrier fasse partie du Chapitre VI : "Construire des partis trotskystes à influence de masse", qui est le chapitre consacré à expliquer les éléments qui font partie de la tâche de construction du parti révolutionnaire. Dans les Thèses, de manière permanente, on insiste sur le fait que l'axe de notre activité est la défense de l'indépendance politique du prolétariat en soulignant que cette défense trouve son expression politique dans le front unique ouvrier. »

Le soviétique, l'expression la plus développée du front unique

Nous voudrions ajouter quelques considérations en raison du fait que nous pensons que le document du POMR glisse dangereusement vers l'abandon de la théorie de la révolution permanente.

a - Pour les pays arriérés et dépendants, l'utilisation de la tactique du front unique anti-impérialiste est justifiée par le caractère de la nation opprimée par l'impérialisme où les tâches de la révolution démocratique, réforme agraire, indépendance nationale, n'ont pas été résolues. Sous cet angle ne pas accepter lorsque les circonstances l'exigent un front avec le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois serait contraire aux tâches de la révolution prolétarienne.

Nous le savons, l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques non accomplies ne peut

être réalisé que par la révolution prolétarienne. Et cela suffit pour caractériser la place du front unique anti-impérialiste et la place du front unique ouvrier dans les pays opprimés.

Nous acceptons de façon exceptionnelle dans certains pays et dans certains moments, lorsque les conditions politiques l'exigent, des accords contre l'impérialisme avec le nationalisme bourgeois parce que, dans un pays opprimé par l'impérialisme, la bourgeoisie est une classe exploiteuse « semi-oppri-mée », c'est-à-dire qu'elle n'a pas la libre disposition de la plus-value extorquée dans son pays, dont l'impérialisme s'approprie la plus grande part. La place de la bourgeoisie nationale par rapport au marché mondial est déterminée par le fait qu'elle ne peut accéder au marché mondial — donc constituer un véritable marché national — que par l'intermédiaire de l'impérialisme, stade du capital financier.

C'est cette place qui donne à la bourgeoisie exploiteuse d'un pays opprimé sa position de « classe semi-oppri-mée ». Mais nous savons que la bourgeoisie nationale, « classe semi-oppri-mée » dont les liens avec l'impérialisme assurent sa place de classe exploiteuse dans son propre pays, ne saurait conduire à terme, à l'époque de l'impérialisme, la révolution nationale démocratique. C'est ainsi qu'il serait erroné d'établir un abîme entre une bourgeoisie nationale et l'impérialisme, qui, pour la défense du mode de production capitaliste, par une même crainte du prolétariat, sont en dernière instance étroitement unis contre les masses opprimées et exploitées.

Et c'est parce que nous savons que les tâches de la révolution nationale démocratique ne peuvent être accomplies que par le prolétariat dans la révolution prolétarienne, et pour que le prolétariat puisse accomplir les tâches nationales démocratiques par la révolution prolétarienne, que nous luttons systématiquement pour le front unique ouvrier. Bien entendu, il ne s'agit pas de déterminer ici les formes concrètes que peuvent prendre

les relations entre le front unique anti-impérialiste, tactique « occasionnelle » mais décisive et fondamentale lorsque nous avons à faire face à l'existence de mouvements nationalistes petits-bourgeois à influence de masse, engagés dans des luttes réelles, et le front unique ouvrier, tactique « non occasionnelle ». La vie et l'expérience peuvent seules déterminer ce que seront ces rapports. Mais en tout état de cause, il est totalement erroné d'exclure, dans la lutte anti-impérialiste, le combat pour le front unique ouvrier.

L'expression la plus développée du front unique est le soviétique, c'est-à-dire la révolution prolétarienne accomplissant les tâches nationales et démocratiques.

b - Nous lisons dans le document présenté par la direction du POMR : « La force du FOCEP a résidé dans son caractère de front unique centralisé sur la base du mot d'ordre démocratique révolutionnaire (non socialiste) d'Assemblée constituante souveraine avec pouvoir. »

Nous ne discuterons pas ici du bilan du FOCEP. Nous voudrions seulement attirer votre attention sur la caractérisation du mot d'ordre de l'Assemblée constituante comme « non socialiste ».

La revendication de la Constituante à l'époque de l'impérialisme

Bien entendu, dans l'histoire, les tâches nationales démocratiques d'indépendance nationale, de réforme agraire, ne relèvent pas formellement des tâches « socialistes » (plus précisément prolétariennes). Mais il ne s'agit pas de la place formelle occupée par le mot d'ordre de la Constituante dans l'histoire des révolutions bourgeoises des XVIII^e et XIX^e siècles. Il s'agit de la place de ce mot d'ordre à l'époque de l'impérialisme : où la revendication de la Constituante lancée en relation avec les besoins de la mobilisation des masses contre la bourgeoisie et l'impérialisme devient revendication transitoire vers et pour la lutte pour la dictature révolutionnaire du prolétariat.

La revendication de la Constituante, mot d'ordre indispensable, est de caractère algébrique. Pour ne pas se transformer en nœud coulant « démocratique » étranglant la révolution, le mot d'ordre de la Constituante ne saurait être disjoint des autres mots d'ordre du Programme de transition. C'est ainsi qu'est donné à la revendication de la Constituante son contenu transitoire.

Ne pas considérer que la revendication de la Constituante relève de l'accomplissement des tâches socialistes (plus précisément prolétariennes), c'est glisser dangereusement sur la théorie de la révolution par étapes, qui consiste en ce qu'il faudrait d'abord assurer l'accomplissement du mot d'ordre non socialiste donc bourgeois de la Constituante pour ensuite accomplir les tâches socialistes.

5.- L'histoire des révolutions dans les pays arriérés à l'époque de l'impérialisme confirme que les représentants du nationalisme bourgeois n'hésitent pas à utiliser le mouvement ouvrier selon l'importance qu'il peut avoir pour la défense de leurs intérêts qui peuvent entrer en contradiction avec ceux de l'impérialisme. Cela tout en se soumettant en dernière instance à l'impérialisme contre le prolétariat.

C'est pourquoi les tâches objectives de la lutte anti-impérialiste impliquent le combat contre la bourgeoisie, dépassent nécessairement le cadre du front unique anti-impérialiste. C'est pourquoi le combat pour l'indépendance de classe, inséparable du combat pour le front unique ouvrier, est en toute circonstance indispensable à la lutte anti-impérialiste. La tactique du front unique anti-impérialiste, le combat incessant pour les tâches et les revendications anti-impérialistes, utilisant les contradictions et les antagonismes des autres classes opprimées, semi-oppri-mées, vise à permettre au prolétariat de dresser ses propres solutions de classe, tout en organisant toutes les aspirations révolutionnaires et anti-impérialistes y compris les aspirations relevant de l'indépendance nationale, de la démocratie et de la solution de la question agraire.

Et c'est parce que toutes ces aspirations démocratiques révolution-

naires et particulièrement anti-impérialistes ne peuvent trouver leurs solutions dans le cadre du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois, que le prolétariat combat pour devenir le guide de toutes les masses opprimées, pour les rassembler sous son drapeau, où est inscrite la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme.

Lutter systématiquement pour la réalisation du Front unique anti-impérialiste

C'est ainsi que la tactique du front unique anti-impérialiste a pour objectif pour le parti révolutionnaire le renforcement des éléments qui vont dans le sens du front unique ouvrier dont les soviétiques, répétons-le, sont l'expression la plus achevée.

Ce n'est pas là autre chose que ce que nous avons adopté dans nos Thèses, dont nous citons pour conclure cet extrait : « L'existence des tâches nationales démocratiques et anti-impérialistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a donné lieu — grâce au rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et de la crise de la IV^e Internationale — à une situation dans laquelle existent de nombreuses organisations nationalistes petites-bourgeoises qui jouent un rôle actif dans la lutte contre les dictatures et l'impérialisme. Nous avons le devoir de lutter systématiquement pour la réalisation du front unique anti-impérialiste avec ces organisations sur la base d'un programme d'indépendance de classe, avec l'objectif de faire avancer la lutte des masses et en exigeant systématiquement de ces organisations qu'elles s'appuient sur les ouvriers et les paysans, qu'elles rompent avec la bourgeoisie, qu'elles prennent le chemin du gouvernement ouvrier et paysan. »

Le 17 juillet 1981
Luis Favre, Nahuel Moreno,
Pierre Lambert.

Lettre adoptée par les deux congrès du POMR et du PST, puis par le Comité exécutif de « IV^e Internationale (Comité international) ».



Un débat sur le front unique anti-impérialiste

Rapport du camarade Hernan Cuentas

(Suite de la page IV)

La perspective du combat pour les assemblées populaires

Et c'est pour cette raison que le combat du FOCEP pour une Assemblée constituante souveraine pour en finir avec la dictature militaire et réaliser les tâches non accomplies était intimement lié au combat pour les assemblées populaires. Dans la mesure où l'Assemblée constituante bâtarde convoquée par la dictature militaire s'affirmait, elle-même, sur le terrain de la subordination à la dictature militaire, se situant ainsi dans le sens opposé de la volonté majoritaire du prolétariat et des masses opprimées, le POMR a ouvert la perspective du combat pour les assemblées populaires regroupant les organisations de la classe ouvrière et de la paysannerie pour que celles-ci, combattant directement pour l'unité de l'ensemble des organisations de la classe ouvrière et de la paysannerie, réalisent ce que l'Assemblée constituante s'était refusée à faire : en finir avec le gouvernement militaire, satisfaire les revendications existantes.

...dans le sens des soviets

Et cela a été dans ce combat d'ensemble, intégrant la combinaison du FOCEP, de la Motion rouge et des assemblées populaires, que nous avons combiné et relié le combat pour le front unique anti-impérialiste, en cherchant à affirmer le prolétariat à travers ses propres organismes, c'est-à-dire que le combat pour le front unique anti-impérialiste était orienté vers l'affirmation de tous les éléments du front unique ouvrier, puisque ces assemblées populaires allaient toutes dans le sens des soviets, des conseils ouvriers.

Assemblées populaires qui, il est bien vrai, ne sont pas parvenues à se cristalliser comme un mouvement d'ensemble, par la matérialisation d'une assemblée nationale à Lima — non parce que les conditions objectives n'étaient pas réunies, mais à cause du blocage permanent et systématique de la direction stalinienne du PC péruvien et des organisations petites-bourgeoises qui, finalement, par leur adaptation à la politique du stalinisme, se sont situées également sur le terrain de l'adaptation à la dictature militaire et à l'Assemblée bâtarde sous la botte militaire.

Dans cette bataille, bien que le POMR ait eu les possibilités matérielles de réaliser dans la pratique le combat théorique que nous avons développé au long des années dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, des oscillations et des erreurs ont pourtant été commises, dont une par exemple très importante, qui est que bien qu'elle ait ouvert la perspective des assemblées populaires, notre direction, au lieu d'impulser la tenue de ces assemblées dans les premiers mois d'existence de cette Assemblée constituante, n'a pris des initiatives pratiques qu'à la fin de l'Assemblée constituante, c'est-à-dire à un moment où la dictature militaire, avec l'appui de tous les partis de la bourgeoisie et du stalinisme, parvenait à modifier la situation, imposant un recul à la classe ouvrière et ouvrant la perspective d'élections générales.

La place et le rôle de la « bourgeoisie nationale »

L'une des questions sur lesquelles, une fois de plus, il nous faut revenir, est celle de la place et du rôle de la prétendue « bourgeoisie nationale », car c'est en cela que résident de nombreuses oscillations dont nous-mêmes, par le passé, avons été victimes. Car, s'il est bien certain que la bourgeoisie des pays arriérés, tout comme celle des pays capitalistes avancés, occupe la même place du point de vue de l'appropriation des moyens de production, il y a, cependant, du point de vue de sa participation au marché mondial, une différence très importante, résidant dans le fait que, tandis que la bourgeoisie impérialiste accède directement au marché mondial, la bourgeoisie des pays arriérés n'y parvient exclusivement que par le truchement du capital financier international, ceci déterminant le fait que la bourgeoisie des pays arriérés acquière un caractère de bourgeoisie semi-oppriimée et semi-dirigeante.

Mais nous ne pouvons nullement en tirer la conclusion qu'elle peut avoir une attitude révolutionnaire.

A l'époque de l'impérialisme, elle participe directement du camp de la défense de l'ordre capitaliste financier international et, s'il est vrai qu'elle peut avoir des heurts et des frictions avec le capital financier, par sa crainte de la mobilisation indépendante du prolétariat et des masses populaires, elle finit toujours par être l'alliée de l'impérialisme contre le prolétariat et les masses opprimées.

C'est cette fausse appréciation du caractère de la bourgeoisie nationale qui a été à la base de nombreuses oscillations, par le passé, de différentes directions se réclamant du *Programme de transition*, certaines faisant y compris de la bourgeoisie arriérée une force supplémentaire du « camp » révolutionnaire anti-impérialiste ou du « camp » anti-impérialiste.

Et il y a à la base, par exemple, cette déviation qui consiste à faire de la bourgeoisie des pays arriérés une alliée naturelle dans la lutte contre l'impérialisme et de préconiser à partir de cela la tactique du front unique anti-impérialiste dans le combat pour regrouper quatre

classes dirigées par le prolétariat. Ceci est erroné.

La bourgeoisie des pays arriérés est définitivement à l'époque de l'impérialisme, en faveur de la défense de l'ordre imposé par le capital financier international. Nous ne reléguons pas au second plan les contradictions et frictions que la bourgeoisie des pays arriérés peut avoir avec le capital financier, mais ceci ne peut en aucune manière nous faire aboutir à la conclusion qu'il est possible de passer des accords avec la bourgeoisie nationale sur la base d'un programme commun aux deux classes.

Au contraire, il s'agit toujours d'accords circonscrits et limités sur des revendications précises qui, à des moments déterminés, sont l'affirmation de la politique d'indépendance de classe du prolétariat. Comme le disent les *Thèses*, nous avons le devoir de lutter systématiquement pour la réalisation du front unique anti-impérialiste avec les organisations petites-bourgeoises sur la base d'un programme d'indépendance de classe, avec l'objectif de faire avancer la lutte des masses, en exigeant d'elles

systématiquement qu'elles s'appuient sur les paysans et les ouvriers et qu'elles rompent avec la bourgeoisie et prennent le chemin du gouvernement ouvrier et paysan.

Notre objectif n'est autre que d'aider les masses à rompre avec ces organisations à travers leurs propres expériences, car seul le prolétariat, s'affirmant comme classe dans ses propres organisations, gagnant la direction sur l'ensemble des masses opprimées et exploitées, avec à sa tête son parti de la IV^e Internationale, est capable de réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, de les combiner avec les tâches inaccomplies de la révolution socialiste, et, par cette voie, d'intégrer les pays arriérés aux conquêtes de la civilisation humaine, en s'affirmant dans la révolution prolétarienne internationale.

Voici, camarades, la présentation que je fais du texte *Le combat du POMR pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution*, soumis à la discussion de cette réunion internationale.

(Lire pages IV et suivantes)

